

LISTE CANDIDATE AU BUREAU NATIONAL DE LA FAGE 2018-2019

Rassemblons
la jeunesse,
portons
l'avenir



Chers militants, chères militantes,
Chers amis, chères amies,

L'année que nous venons de vivre fut dense et rythmée par de nombreuses réformes venant modifier profondément notre système éducatif. L'année que nous venons de vivre était également un tournant dans l'histoire de la FAGE, devenue première organisation étudiante dans l'année 2017. L'année que nous venons de vivre a mis l'ensemble du réseau de la FAGE face à des difficultés, mais surtout, face à ses responsabilités. La réforme du Plan Etudiants a pu nous faire réaliser que l'écoute, le dialogue et les débats sains et honnêtes sont primordiaux pour puiser le courage nécessaire afin de porter collectivement le projet et les valeurs de notre organisation, et nous devons nous en assurer.

Durant les combats menés cette année, des batailles historiques et emblématiques pour notre réseau ont été gagnées : suppression du RSSE et rattachement des étudiants au régime général, Contrôle Continu Intégral rendu possible dans les établissements, élargissement de la garantie jeune .. Cependant, il est primordial de dresser un constat : l'accès à l'enseignement supérieur n'est toujours pas garantie pour l'ensemble des jeunes dans la filière de leur choix, le financement de notre enseignement supérieur est loin des objectifs fixés par notre organisation et les stratégies nationales, les aides sociales ne garantissent toujours pas l'égalité des droits et des chances. Nous

devons prendre conscience que l'histoire s'écrit chaque jour, et que l'ensemble de nos actions, de nos combats, de nos défaites et de nos victoires participent à la construction du monde de demain. Et c'est ensemble, en mesurant collectivement le poids qui pèse sur nos épaules que nous porterons notre projet, pragmatique et constructif, pour la FAGE, pour nos associations mais avant tout, pour les étudiants.

C'est ensemble que nous ferons triompher le modèle d'une société juste, durable et émancipatrice. Pour cela, la FAGE ne doit cesser d'apporter des réponses innovantes et en cohérence avec les besoins des étudiants. C'est par ce modèle si singulier, mêlant solutions concrètes et revendications fortes que nous nous empêchons de tomber dans une position de posture et de confort. C'est par l'implication de chacun, que nous mènerons à bien le projet que nous défendons au quotidien et pour lequel les étudiants nous font confiance. Il sera de notre devoir de construire une communication juste, accessible et adaptée à tous afin permettre à chacun de s'approprier le projet collectif. Cette exigence doit aussi s'articuler autour de la manière dont nous donnons la capacité à chacun de participer au processus de construction d'une idée, d'une proposition et d'une position.

Nous sommes cette année face à un enjeu de taille : conserver et asseoir notre place de première organisation étudiante. L'année qui arrive sera chargée d'échéances électorales, tant locales que nationales. Ce combat ne doit pas être une fin en soi, mais bien un moyen d'aboutir à la mise en place du projet de société que nous défendons collectivement. Le bureau national portera une responsabilité qui sera la sienne, mais elle doit aussi être celle de l'ensemble des militants bénévoles de notre réseau. Nous devons être convaincus de nos valeurs et de notre vision commune afin de convaincre plus largement. Encore une fois, rappelons nous une chose : nous travaillons pour les jeunes.

La FAGE s'affirme comme une organisation de



jeunesse et d'éducation populaire, s'attelant à mettre en capacité les jeunes à comprendre et agir sur la société. La FAGE défend le pluralisme à travers des valeurs humanistes, républicaines et européennes. L'année 2019 sera ponctué par un événement de taille : les élections au parlement européens. En 2014, ce sont 74% des 18-24 ans qui se sont abstenus lors de ce scrutin. Notre action quotidienne doit permettre de combattre cette abstentionnisme de masse. Face à la montée du populisme, des extrémismes et des actions de repli identitaire, nous devons mettre en avant l'essentiel, ce qui nous rassemble, et les valeurs qui sont les nôtres. Et c'est donc par le dialogue, l'écoute et la bienveillance que nous combattons ces fléaux. Cependant, nous ne pourrons oeuvrer seul. En tant que corps intermédiaire, nous nous devons d'agir en lien avec les acteurs de la société civile afin de construire des alliances fortes pour sortir de cette crise.

Les corps intermédiaires doivent prendre un espace central dans la construction du monde de demain et de ce fait, être acteurs incontournables des négociations politiques. Cependant, force est de constater que nous faisons face à un Président et à un gouvernement qui semblent déconsidérer le dialogue social. Alors que de nombreuses réformes d'ampleur sont annoncées pour l'année à venir, comme celle des aides sociales étudiantes, comme celle du Service National Universel ou encore celle sur les regroupements des établissements d'enseignements supérieur, il sera primordial d'affirmer, ensemble, que le dialogue social n'est pas une option. Bien sûr, la FAGE s'adonnera toujours à l'exercice du dialogue, dans une action pragmatique, progressiste et réformiste. Cependant, le réformisme ne veut pas dire compromission. Le réformisme est la volonté d'instaurer un progrès social par des réformes en opposition au conservatisme. Instaurer un progrès social. Nous nous y attacherons.

Le progrès social se construit également au seins de notre organisation. Il nous faudra oeuvrer quotidiennement, et tous ensemble, afin de garantir des espaces d'engagement inclusifs et sûrs. Une attention particulière

sera portée aux questions d'égalité Femme/Homme. En tant que première organisation étudiante, qui se doit de rayonner dans la société, nous nous devons de lutter contre toutes formes de discriminations dans notre organisation mais plus largement dans la société. Nous devons collectivement prendre acte des inégalités qui persistent et avancer ensemble pour construire un modèle plus juste.

De plus, nous refuserons de nous voiler la face sur un élément central : les discriminations, le harcèlement et les violences sexistes dans les organisations étudiantes, nous n'en sommes pas exempt. A l'heure où la peur et la honte commencent à ne plus prendre le dessus sur la parole, nous nous devons d'agir concrètement. Un combat intransigeant sera mené et chacun d'entre nous devra prendre ses responsabilités et la mesure de ces souffrance intolérables.

Les enjeux sont immenses : pour les jeunes, pour notre société, pour le triomphe d'un modèle social et émancipateur, pour le monde de demain. Ce n'est pas une incantation de belles valeurs, c'est un vrai travail en commun pour donner envie à chacun de s'engager que nous proposons. Et j'ai la profonde conviction que c'est ensemble, en confiance et à l'unisson que nous serons en capacité de relever ce défi immense qu'est la création d'une organisation solidaire capable de permettre aux jeunes de construire un monde plus juste.

**Pour l'équipe candidate,
Orlane François**



UNE JEUNESSE AGISSANT POUR UNE SOCIÉTÉ ÉGALITAIRE	9
La vision d'une société ouverte et émancipatrice	9
Combattre les déterminismes sociaux	9
Des espaces d'enseignement supérieur appropriés aux étudiants	11
Des formations adaptées, favorisant la réussite tout au long de la vie	12
Favoriser l'émancipation des jeunes	14
Une action syndicale pour le progrès social	15
Promouvoir notre singularité : faire évoluer le sens d'une action syndicale	15
Asseoir notre place dans la société civile	16
Le militantisme de terrain, force de notre organisation	18
Vers une réappropriation des services aux étudiants	21
UNE ORGANISATION D'ENGAGEMENT POUR RASSEMBLER LES JEUNES	22
Une organisation structurée autour de l'engagement des jeunes	22
Permettre l'appropriation de la FAGE et de ses valeurs par chacun	22
Renforcer le développement par la planification et la formation	23
Permettre l'engagement de chacun	24
Une jeunesse consciente de sa force	25
Une jeunesse qui s'implique	25
Une jeunesse qui agit	27
Une jeunesse qui s'entraide	28

CANDIDAT.E.S

ORLANE FRANÇOIS

Candidate au poste de présidente

Étudiante en management du sport à Nancy

2017-2019

Élue CNESER pour la FAGE

2017-2018

Vice-présidente en charge des affaires académiques de la FAGE

2016-2017

Présidente de l'ANESTAPS



THÉO DUSSOURD

Candidat au poste de trésorier en charge du développement des fédérations

Étudiant en biologie à Strasbourg

2016-2018

Élu CROUS à l'Académie de Strasbourg

2017-2018

Secrétaire général adjoint de la FAGE

2016-2017

Président de l'Amicale Des Sciences à Strasbourg



CLÉMENT FAURE

Candidat au poste de secrétaire général

Étudiant en géographie et urbanisme à Créteil

2017-2018

Secrétaire général de l'AFNEG

2016-2018

Élu en CFVU à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

2016-2017

1er vice-président en charge de la stratégie électorale de l'AFNEG



THOMAS MARTIN-DIMICHELE

Candidat au poste de 1er vice-président en charge des affaires académiques

Doctorant en droit public à Toulouse

2017-2019

Élu CNESER pour la FAGE

2017-2018

Chargé de mission affaires académiques de la FAGE

2016-2017

Vice-président en charge de la jeunesse et de l'éducation populaire à l'ARES





ALEXANDRA GONZALEZ

Candidate au poste d'attachée de presse

Étudiante en AES à l'IAE de Nancy

2017-2018

Attachée de presse de la FAGE

2016-2018

Élue au conseil de la formation à l'Université de Lorraine

2016-2017

Secrétaire générale adjointe de l'ARES



RÉMY LÉGER

Candidat au poste de vice-président en charge de la formation

Étudiant en aménagement, environnement et développement à Rouen

2017-2019

Élu CA - COMUE Normandie Université

2016-2018

Président de l'AFNEG

2014-2016

Président d'Antipode - Géographie à Rouen



ENRIQUE BARROSO RODRIGUES

Candidat au poste de vice-président en charge de l'innovation sociale

Étudiant en administration générale et territoriale à l'IAE de Nancy

2017-2019

Nommé au Conseil Supérieur de l'Éducation pour la FAGE

2017-2018

1er vice-président en charge de l'enseignement supérieur de l'ARES

2016-2018

Élu CROUS à l'Académie de Nancy-Metz



CLARA LE STUM

Candidate au poste de chargée de mission innovation sociale

Étudiante en santé publique à l'EHESP de Rennes

2017-2018

Chargée de mission santé génésique à l'ANESF

Élue au conseil des formations à l'EHESP

2016-2017

Vice-présidente en charge de la santé publique à l'ANESF





PAUL MARSAN

Candidat au poste de vice-président en charge des affaires sociales

Étudiant en pharmacie à Bordeaux

2018-2020

Élu CFVU à l'Université de Bordeaux

2017-2018

Président de l'Amicale Corporative des Étudiants en Pharmacie de Bordeaux

2016-2018

Élu CROUS à l'Académie de Bordeaux

THOMAS AONZO

Candidat au poste de vice-président en charge de l'orientation et de l'insertion professionnelle

Étudiant en MIAGE à Nanterre

2017-2018

Chargé de mission numérique et stratégie d'influence digitale de la FAGE

2015-2017

Élu CFVU à l'Université de Nanterre

2016-2017

Vice-président en charge des affaires académiques - MIAGE Connection



RICHARD LAMOUREUX

Candidat au poste de vice-président en charge des politiques de jeunesse

Étudiant en management de l'innovation et de la transition numérique à l'IAE de Clermont-Ferrand

2017-2019

Élu CNESER pour la FAGE

2017-2018

Secrétaire général de l'ARES

2016-2017

1er vice-président en charge des affaires académiques à la FedEA

SUNNY OUBELAI

Candidat au poste de vice-président en charge de la défense des droits

Étudiant en neurosciences à Strasbourg

2017-2018

Président de la FAEP

2016-2017

Vice-président en charge du réseau et de la formation à la FAEP





RAPHAËL DEGREMONT



Candidat au poste de vice-président en charge de la stratégie électorale

Étudiant en management du sport et tourisme sportif à Montpellier

2017-2018

Vice-président en charge de la stratégie électorale de l'ANESTAPS

Vice-président en charge de la représentation à l'AGEM

2016-2018

VPE Crous - Académie de Montpellier

LINA ARNAUD

Candidate au poste de vice-présidente en charge de la coordination des élu.e.s

Étudiante en orthophonie à Paris Sorbonne Université

2018-2020

Élue CA - Paris Sorbonne Université

2017-2018

Présidente de l'AGEP

2015-2017

Vice-présidente en charge de l'AGORAé à l'AGEP



LOÏC SALLES



Candidat au poste de chargé de mission suivi des élu.e.s

Étudiant en Bachelor in retail management à Neoma Business School

2017-2018

Président de la FEDER

2016-2017

Trésorier à Génération Campus

Élu CFVU à l'Université de Bourgogne

UNE JEUNESSE AGISSANT POUR UNE SOCIÉTÉ ÉGALITAIRE

La vision d'une société ouverte et émancipatrice

Combattre les déterminismes sociaux

La France est un des pays qui a le système éducatif le plus inégalitaire. Il est aujourd'hui fondamental de lutter contre la reproduction sociale et permettre l'égalité des chances.

UN DROIT À L'ÉDUCATION POUR TOUS

La FAGE a soutenu la philosophie du Plan Etudiants l'année dernière : permettre à chacun de trouver une place dans la filière de son choix. Cependant, face à un système qui instaure une sélection par classement aussi injuste qu'un tirage au sort arbitraire lorsque la capacité d'accueil est atteinte, la FAGE n'a pas à choisir. Plus encore que l'année dernière, nous souhaitons être clairs sur nos intentions et nos actes : la sélection par classement doit être annihilée dans les faits par l'augmentation du nombre de places, de meilleurs accompagnements et l'amélioration de la réussite.

Cette première rentrée de mise en oeuvre fut compliquée, et force est de constater qu'elle est loin d'être parfaite. Pourtant, des améliorations relatives peuvent être constatées : un peu moins de candidats sont en manque d'affectation et certaines catégories d'étudiants subissent moins leur orientation, et sont moins atteints par la sélection sociale. Mais cette amélioration n'est pas générale et des milliers d'étudiants sont encore en attente, faute de places dans certaines filières. D'autres vont entrer et étudieront dans des conditions toujours déplorables. Revenir en arrière n'aurait aujourd'hui pas de sens car dans l'ensemble, nous avons obtenu des améliorations loin d'être négligeables en matière d'accompagnement et de financement et pouvons encore faire gagner les étudiants dans cette réforme. Notre objectif est en tout état de cause très clair : concrétiser un droit à l'éducation pour toutes et tous.

La réforme de la loi ORE a été mise en place pour la première année dans l'enseignement supérieur. Si elle a permis d'obtenir un financement de places et d'accompagnements importants que nous ne pouvons réfuter, il y a plus que de simples améliorations à apporter pour que le système devienne réellement moins inégalitaire et permette effectivement d'affecter chaque candidat à une formation de son choix. Il est nécessaire que le ministère de l'enseignement supérieur prenne ses responsabilités en utilisant les recteurs pour cadrer les capacités d'accueil et en surveillant étroitement les demandes de diminution de ces dernières. Ensuite, il faut rouvrir la réflexion autour des quotas d'étudiants en dehors de l'académie acceptés dans une formation, afin d'en faire un outil adapté dans toutes les formations, notamment dans la région Île-de-France. Enfin, nous devons demander la publication des algorithmes d'aide à la décision, ces outils de classement locaux, où la critique et le contrôle démocratique doivent pouvoir s'exercer, en continuant de demander l'essentiel : que suffisamment de places soient ouvertes et que la réussite soit améliorée, afin que chaque jeune qui le souhaite puisse accéder et réussir dans la filière de son choix.

Un des nerfs de cette guerre est donc celui du financement et de sa répartition. Il faut lancer plus féroce un combat contre un Enseignement Supérieur à deux vitesses : filières sélectives / grandes écoles, contre universités / filières ouvertes à toutes et tous : l'hypocrisie doit cesser.

Ce combat est à la fois celui de l'ouverture pédagogique des filières pour tous les étudiants, mais également celui du financement. Paradoxalement les filières sélectives, souvent plus coûteuses en frais d'inscription, sont aussi largement plus financées par l'État. Cette différence entrave grandement une démocratisation effective de l'enseignement supérieur en n'offrant qu'à ceux qui n'ont les codes et les moyens l'accès aux filières avec un accompagnement optimal, alors que ce sont au contraire les étudiants les moins favorisés culturellement, socialement, économiquement qui ont en besoin.

Nos revendications autour du Projet de Loi de Finances 2019 seront donc claires : il faut non seulement un financement plus important de l'ESR, toujours à la hauteur d'un milliard par an, mais il faut également une meilleure répartition de ce financement, pour mieux prendre en



compte les besoins des établissements qui en ont besoin.

LES AIDES SOCIALES : UNE RÉFORME NÉCESSAIRE ET ENFIN ACCESSIBLE !

Nous le savons, les conditions de vie des jeunes ne sont ni justes, ni égalitaires. Étudier n'est pas toujours une possibilité pour tous. Et pour cause, nous le voyons chaque année avec l'indicateur du coût de la rentrée effectué par la FAGE : les frais de rentrée et de vie courante sont bien trop élevés pour garantir une égalité d'accès, et de plus, notre système d'aides sociales actuel ne permet pas d'atteindre l'équité recherchée par notre organisation : que chaque jeune puisse suivre une formation de son choix sans devoir se soucier des considérations matérielles. Nous avons obtenu lors du mandat précédent des annonces de réforme sur le système de bourses, il sera donc primordial de les concrétiser.

Ce sera donc l'occasion de donner forme à l'Aide Globale d'Indépendance, défendue par la FAGE depuis de nombreuses années. Réforme des aides sociales à destination des étudiants et des jeunes, elle a vocation à la fois à remplacer le système de bourses sur critères sociaux pour tous les étudiants en le linéarisant, mais aussi le système d'aides au logement. Il nous faudra travailler autour du Projet de Loi Finances 2019 aux moyens de financer cette AGI par la suppression de la demi-part fiscale qui avantage les foyers les plus aisés.

Le CROUS est l'interlocuteur privilégié en terme de bourses sur critères sociaux pour les étudiants, il paraît donc incohérent de laisser la gestion des Bourses des Formations Sanitaires et Sociale aux régions. En effet, la FAGE défend ce transfert de compétences au CROUS, au même titre que celle des autres formations. Ce transfert de compétences est en adéquation avec une de nos victoires précédentes, à savoir l'ajustement des critères et des montants des BFSS à ceux des autres formations dont les bourses dépendent du CROUS.

La restauration est un élément primordial pour les étudiants, mais la restauration sociale l'est encore plus. À l'heure où de nombreuses enseignes privées ouvrent autour des campus partout en France, il est important de redonner au réseau des Oeuvres une place centrale, mais aussi de cesser les inégalités entre les CROUS. En effet, le système de repas à points, encore trop présent dans certains restaurants universitaires, permet de passer outre la tarification sociale de 3,25€ pour un repas classique, en augmentant le prix d'un repas, ce qui entraîne une augmentation du coût de la vie pour nos étudiants, statut déjà fortement précaire. Nous défendons une égalité de tarification dans les restaurants universitaires en supprimant ce système de tarification à points. Le service public est censé être égalitaire, pourtant ce système créé de fait une inégalité dans la qualité des

repas servis selon le prix payé.

Par ailleurs se développe aussi une activité presque commerciale des CROUS dans les cafétérias. Des prix bien trop élevés sont pratiqués sur des produits d'une qualité moindre, quand ce ne sont pas des produits achetés en gros qui sont redistribués à un prix bien supérieur à celui pratiqué dans des surfaces commerciales. Face à ces abus, nos associations doivent retrouver leur rôle d'actrices des oeuvres. Mais c'est également grâce à de plus fortes revendications, mieux coordonnées et mieux portées au local que nous chercherons à diversifier l'approvisionnement local des CROUS, mais aussi à améliorer la qualité à un prix digne d'un service public.

DES POLITIQUES D'ORIENTATION COORDONNÉES ET EFFICACES

Notre système d'orientation en France est loin d'être performant. Les acteurs peinent à coordonner leurs actions, tant à l'échelle nationale que dans les territoires. Avec la récente réforme "Pour la liberté de choisir son avenir professionnel" et le transfert de compétences des DRONISEP (Directions Régionales de l'ONISEP) vers les régions, il est temps de créer une réelle politique à l'échelle de la région, en lien avec les SPRO (Service Public Régional de l'Orientation). Seulement, transférer la compétence aux régions ne peut suffir, il est nécessaire de les accompagner et de créer de la synergie sur les aspects financiers et formatifs. Les territoires doivent coordonner leurs actions pour permettre à chaque jeune de ne pousser qu'une seule porte pour trouver l'information. Ainsi, afin de faciliter et rendre plus lisible l'ensemble des démarches que chaque jeune va devoir effectuer, nous continuerons à demander la généralisation du Guichet Unique Numérique.

La question de la formation des professionnels de l'orientation est également au centre de nos préoccupations. Les psychologues de l'orientation peinent aujourd'hui à comprendre l'ensemble de notre système d'enseignement supérieur, tout comme les enseignants du scolaire, ce qui n'aide pas les politiques d'orientation à être efficaces. Il est donc fondamental de mettre en place une formation continue de ces professionnels afin de garantir un accompagnement de qualité.

Ce contexte prometteur de l'orientation est l'occasion pour nous de porter la refonte des actions et la coordination des différents acteurs, tout en agissant pour continuer de développer l'orientation par les pairs pour déconstruire les déterminismes sociaux et assurer à chaque jeune la construction d'un projet personnel cohérent.

RENFORCER LES LIENS ET LE CONTINUUM -3 / +3

Lutter contre les déterminismes sociaux, c'est également permettre à chaque jeune de sortir de l'autocensure et des mécanismes d'imitation sociale. Il s'agit de



leur donner les codes qui manquent à certains pour construire leur parcours de vie. Pour porter une réelle cohérence entre les différents moments de la vie scolaire d'un jeune, il est alors primordial de travailler sur la continuité des réformes du baccalauréat et du cycle licence. Les différentes réformes portées par le gouvernement sont aujourd'hui construites sans cohérence d'ensemble. Il est alors nécessaire de porter une réflexion globale, d'évaluer les effets des politiques mises en place et de proposer des modifications nécessaires à la cohérence des différents cycles. Cela passera donc par un travail sur la construction des programmes de la réforme du lycée mais également par la refonte plus large de notre premier cycle, notamment via la mise en place de licences portails. Un enjeu de taille est également la formation des enseignants du second degré sur les sujets de compréhension de l'enseignement supérieur.

La spécialisation progressive sera également un des enjeux de la réforme du premier cycle des études de santé. Le numerus clausus sera supprimé d'ici 2020 et la formation dans les études de santé a vocation à se rapprocher du système LMD. Faire de ces annonces une chance pour l'ensemble des étudiants en santé, c'est le cap que nous devons défendre. Pour cela, il faudra trouver, en coopération avec les fédérations de filières de santé, les modalités les plus adaptées dans les concertations. Des modalités qui respectent à la fois l'objectif de démocratisation de l'enseignement supérieur, mais également le besoin de réguler certaines professions. Il faudra donc étoffer la contribution sur le LMD santé pour l'adapter aux enjeux récents, grâce à un réel travail en commun des fédérations.

EN BREF

- S'assurer de l'augmentation des capacités d'accueil dans les filières en tension
- Revendiquer une augmentation conséquente du budget de l'ESR
- Contribuer à la réforme des aides sociales en portant l'AGI
- Généraliser la mise en place du guichet unique numérique
- Assurer la mise en cohérence des différents cycles d'enseignement

Des espaces d'enseignement supérieur appropriés aux étudiants

LA VIE DE CAMPUS AU SERVICE DU BIEN-ÊTRE ÉTUDIANT

L'étudiant n'est pas que celui qui étudie mais aussi celui qui vit et cherche à s'émanciper par son apprentissage sur un campus, la FAGE a toujours valorisé l'importance d'une vie étudiante diversifiée et en lien avec la cité.

Parce que l'Université est un moyen d'émancipation exceptionnel qui permet de transcender les inégalités sociales, il faut permettre à chaque étudiant d'accéder à des conditions de vie acceptables.

Nous souhaitons être extrêmement attentifs à l'application de la CVE-C. Alors que ce dispositif n'a pas été souhaité en l'état par la FAGE du fait du poids qu'il fait peser sur certaines catégories d'étudiants, ce sera d'abord notre rôle de revendiquer pour les étudiants concernés une compensation. Surtout, nous souhaitons mettre en compétences les fédérations territoriales d'accompagner le fléchage de la CVE-C pour que chaque étudiant puisse en profiter. Une fois un cadrage national strict de l'utilisation du produit de la cotisation obtenue, nous chercherons à être un support aux fédérations et aux élus pour les aider à décider d'une utilisation optimale et utile pour chacune des actions financées. L'un des enjeux est bien sûr la transformation des SUMPPS en CSU, afin de permettre à chaque étudiant un accès de proximité aux soins. S'assurer de la gratuité des SUAPS pour une première activité sera également un travail de suivi que nous mènerons avec les fédérations territoriales au niveau national.

La question des sites délocalisés se pose alors avec prégnance puisque ce sont eux qui risquent d'avoir le plus à perdre dans la création d'une politique de site. Seule la CVEC ne suffit pas selon nous. Mais elle est un moyen d'obtenir des collectivités territoriales une meilleure implication dans la vie de campus avec une Université intégrée dans la cité.

L'INTÉGRATION UNIVERSITAIRE DES FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES

La CVEC nous a permis d'avancer sur le dossier de l'intégration universitaire des filières paramédicales. Mais plus qu'une carte étudiante et une intégration formelle, administrative, dans les établissements, nous ne pouvons pas nous contenter de cela. L'objectif de la FAGE est de promouvoir l'accès de chaque filière à l'Université dans le cadre Licence-Master-Doctorat, avec une absence de sélection à l'entrée et des frais d'inscription nationalement cadrés et le plus bas possible. Cela veut aussi dire donner les moyens non seulement pour que chaque étudiant puisse accéder aux services et à la gouvernance. Les instituts et écoles des formations sanitaires et sociales doivent devenir de vraies composantes des universités et leurs formateurs et étudiants doivent se sentir faire part de l'Université.

La réforme de l'accès aux études de santé que nous évoquons plus haut sera également l'occasion de promouvoir la construction de passerelles et plus globalement d'une meilleure interdisciplinarité dans les différentes formations de santé.

Enfin, il faudra enclencher le chantier de l'intégration des formations sociales qui sont encore reléguées à



l'arrière-plan, malgré des avancées dans leur déroulement durant l'année 2018.

L'ÉTUDIANT AU COEUR DE L'ÉVOLUTION TERRITORIALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La coordination territoriale des établissements d'enseignement supérieur prend alors tout son sens. Cela fait plusieurs années que les établissements ont pu expérimenter des modèles de coordination. Entre fusion, association et ComUE, le temps du bilan et des améliorations est arrivé. D'ici quelques semaines, le Gouvernement prendra une ordonnance sur les regroupements d'établissements. Il est de notre devoir de faire remonter les difficultés rencontrées par les élus dans les processus de rapprochement des établissements. Trop souvent dictés par une logique financière et les classements internationaux, nous nous positionnons pour des regroupements qui font sens sur un territoire, non pour apparaître sur des classements, mais pour créer une vie de campus, des synergies dans les formations et de l'interdisciplinarité dans la recherche.

La création de nouveaux établissements expérimentaux ne se fait alors qu'à conditions. En aucun cas elle ne devra limiter la part de décision des élus étudiants. En aucun cas elle ne devra se faire à rebours d'une démocratisation de l'enseignement supérieur, en créant des premiers cycles à double vitesse, sélectifs ou non, en augmentant les frais d'inscription, en sortant du système des diplômes nationaux.

Il n'est cependant pas à oublier que la dynamique d'évolution territoriale est l'écho d'une politique européenne d'enseignement supérieur encore insuffisante. L'Europe, en proie à de grosses tensions diplomatiques avec notamment la montée des mouvements populistes, doit voir en sa politique d'enseignement supérieur un levier de transformation sociale. Il est primordial de considérer aujourd'hui l'évolution territoriale dans ce contexte, afin d'anticiper et de construire les universités européennes, non pas dans un modèle de course à la notoriété mondiale, mais dans une réelle dynamique sociale de démocratisation de l'enseignement supérieur au sein des pays membres.

Ainsi, porter la gratuité des frais d'inscription en Europe ou un véritable droit à la mobilité dans le cadre d'un Erasmus université paraissent des revendications idéalistes, mais sont en réalité de forts marqueurs pour une politique sociale envers les jeunes en Europe.

Il est important pour nous de se servir de l'European Students Union (ESU) comme un porte parole des positions de la FAGE sur ces questions. Notre crédibilité et notre influence devront être des axes prioritaires dans nos relations avec l'ESU pour porter correctement ces positions.

EN BREF

- S'assurer d'un cadrage correct de la CVE-C dans toutes les formations et sur tous les territoires
- Porter une logique de regroupement universitaire qui respecte la représentation des étudiants

Des formations adaptées, favorisant la réussite tout au long de la vie

UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ VERS LA RÉUSSITE DE TOUS

Il serait aujourd'hui dangereux de ne pas mettre en évidence les besoins variables de chaque jeune pour les mener vers la réussite. Une première étape a été franchie avec la mise en place des parcours d'accompagnement personnalisés ainsi qu'avec le contrat pédagogique de réussite étudiante. Ces avancées ont cependant leurs risques dans leur application : dispositifs discriminants ou encore punitifs, il est de notre rôle de veiller à une application qui permette à chacun de réussir à sa façon. Pour cela, la formation et l'accompagnement des élus étudiants seront primordiales afin de garantir une mise en place efficace, nous le verrons. Un combat est à mener de plein front : garantir la mise en place de ces parcours de manière universelle : dans chaque université et pour l'ensemble des étudiants qui le désirent. Mais il faudra bien entendu que les financements de l'Etat suivent et soient correctement fléchés pour l'accompagnement des étudiants. La question des ressources n'est pas le seul frein, puisqu'il faut également réussir à "changer les mentalités et les habitudes" du corps enseignant. Pour cela, la formation initiale et continue des enseignants devient vrai sujet, primordial pour l'évolution des méthodes et des outils pédagogiques. Notre organisation doit également rester en pointe sur les questions de reconnaissance de l'activité pédagogique chez les enseignants, en collaboration avec les syndicats professionnels. Les ESPE doivent devenir un lieu central de la formation des futurs enseignants, mais aussi des enseignants déjà en carrière, y compris ceux du supérieur.

UNE SPÉCIALISATION PROGRESSIVE VECTRICE D'ORIENTATION TOUT AU LONG DU CURSUS

Nous le rappelons plus tôt, la question de continuité entre les différentes étapes du parcours scolaire d'un jeune est au centre d'une orientation éclairée et donc pour sa réussite. La notion de spécialisation progressive



prend ici tout son sens. La question de progression dans l'apprentissage permet à chaque jeune de mieux anticiper et de prendre le temps de dessiner son avenir. Ainsi, la FAGE et en particulier les élus étudiants doivent être moteurs dans la mise en place effective de la spécialisation progressive, notamment dans le cadre du premier cycle du supérieur. Les licences portails et l'articulation en majeures/mineures doivent être développées pour permettre cette progressivité. On le comprend donc, la question de l'approche programme et l'approche par compétences sont parties intégrantes de la logique de progressivité, tant dans l'apprentissage que dans la compréhension pour l'étudiant de ce qu'il est en train d'acquérir. Les établissements doivent donc se saisir de ces organisations tout en travaillant sur les réorientations, qui ne doivent jamais être vécues comme des échecs par les étudiants. Se pose ensuite la question de la continuité entre la licence et le master. La réforme master obtenue en 2016 par la FAGE va cette année vivre sa troisième rentrée. Il est de notre devoir d'identifier les leviers d'amélioration, qui sont nombreux, et de les actionner. Notamment, la mise en place effective de la réforme : il est temps d'en finir avec les masters dérogatoires qui restent dans leur conservatisme en continuant à ne pas construire leur formation en 4 semestres. Enfin, permettre à la réforme master d'atteindre effectivement les principes qu'elle s'était donnés, cela passe d'abord par l'octroi d'un vrai pouvoir aux recteurs, à l'instar de ce qui est fait dans la réforme du Plan Étudiants, mais également par la mise en place d'une information nationale sur les places restantes dans chaque M1.

VALORISER LES PÉDAGOGIES INNOVANTES ET L'UTILISATION DU NUMÉRIQUE

On remarque que les innovations pédagogiques sont généralement salvatrices quand elle sont rondement menées et répondent aux besoins réels des étudiants. Cette pédagogie centrée sur l'étudiant sera une partie de la réponse sur les questions de réussite de ce dernier. Des expérimentations ont d'ores et déjà porté leurs fruits dans un nombre encore trop restreint d'universités. Il faut diffuser ces expérimentations, souvent à notre initiative, à une échelle nationale. Dans ce cadre, nous devons notamment encourager le basculement d'une logique de notation devenue délétère pour les usagers, vers une logique d'évaluation des compétences afin de permettre une valorisation effective de leurs parcours respectifs.

L'application d'une formation intégrant les nouvelles technologies de l'information et de la communication est un enjeu phare dans l'évolution de nos formations. La FAGE doit être motrice de ce changement pour faire évoluer les mentalités d'une communauté universitaire parfois vieillissante qui n'est pas à la page sur ces questions. L'exemple de la mise en place de classes inversées, basées sur une approche mixte mêlant des

logiques numériques et du présentiel sous forme de travaux dirigés propose une approche innovante encourageant les étudiants à être réellement acteurs de leur formation. La récente modification de l'arrêté licence sur le sujet des 1500 heures de formation va dans le sens de ce que nous proposons ici. En outre, cette démarche profère un impact réel sur l'accueil des étudiants puisqu'elle agit sur l'augmentation des capacités d'accueil des formations.

Enfin, la création de blocs de compétences liées à des blocs d'UE est un chantier essentiel. Alors que l'arrêté licence de 2018 cadre les possibilités de compensation, nous ne devons reculer sur nos acquis. Si la compensation n'a aujourd'hui pas forcément de sens lorsqu'elle est appliquée de façon irréfléchie, la supprimer sans davantage de réflexions sera une atteinte forte à l'intérêt des étudiants. C'est par le passage vers une véritable approche-programme et approche par compétences que nous arriverons à créer des modalités de compensation qui permettent la réussite des étudiants.

GARANTIR UN DROIT À LA FORMATION TOUT AU LONG DE LA VIE

Nous devons continuer de porter la concrétisation d'un droit universel à la formation et la création d'un compte universel de formation afin d'assurer à tous le financement d'un niveau II ou I. Le développement de l'accès à la formation continue doit être un levier afin d'assurer un tel niveau de qualification. Cette solution se pose comme un réel ascenseur social permettant de lutter contre la reproduction sociale. Il est en effet nécessaire d'accompagner chaque citoyen dans l'évolution de sa carrière ou bien dans l'accès à la qualification tout au long de sa vie. Les universités doivent donc devenir des acteurs centraux, mais pour cela un lien avec le monde socio-économique doit s'établir. Il nous faudra donc accompagner l'ensemble des fédérations sur la création des Conseils Nationaux Sectoriels, mais aussi sur la généralisation des conseils de perfectionnement dans les établissements. Au-delà des enjeux sociétaux, l'apport financier pour les universités n'est pas négligeable.

EN BREF

- Garantir l'application de parcours d'accompagnement efficace
- Promouvoir la spécialisation progressive
- Replacer les universités comme acteur de la formation tout au long de la vie





Favoriser l'émancipation des jeunes

POUR UN RÉEL ACCOMPAGNEMENT HUMAIN ET FINANCIER VERS L'EMPLOI DES JEUNES

Encore de trop nombreux jeunes sortent chaque année sans diplôme du système éducatif ou de l'enseignement supérieur. Plus d'un million de jeunes sont répertoriés comme étant ni en formation, ni en emploi ni en stage. La société a encore beaucoup de mal à reconnaître ces jeunes et à les accompagner au mieux afin de les insérer dans la vie active.

Les récentes annonces du gouvernement ouvrent des opportunités d'avancer grandement sur le sujet, mais ce sont bien les jeunes qui doivent se saisir de cette question pour être maîtres de leur avenir.

La formation et le diplôme ne sont pourtant pas une fin en soi. Aujourd'hui l'âge moyen d'obtention d'un CDI est de 29 ans. Face à cette situation particulièrement délicate pour les jeunes en insertion, il est du ressort de la solidarité nationale d'assurer une protection sociale à ces jeunes qui connaissent des périodes de précarité prolongées. La création, par exemple, de la garantie jeune dans le cadre du Parcours Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie (PCEA) en 2015 ou de celle de l'Aide à la Recherche du Premier Emploi (ARPE) en 2016 sont une première étape dans l'accompagnement des jeunes vers leur émancipation. Pour autant, la diversité et la disparité des dispositifs existants rendent l'accès aux droits difficile pour les jeunes. Nous proposerons afin d'accompagner au mieux les différents profils vers l'emploi, l'extension de ces droits au travers d'une Garantie Jeunes Universelle. Ce dispositif permettra de répondre au mieux aux besoins des jeunes lors de leur période de transition et ainsi leur offrir une réelle protection sociale comprenant un accompagnement financier, personnel et d'accès au logement.

LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS DE SANTÉ CHEZ LES JEUNES

La fragilité des jeunes fait qu'ils sont sujets à certains problèmes de santé plus marqués que dans d'autres tranches d'âges. Par exemple, la santé mentale est une des priorités dans l'amélioration de la santé des jeunes, de fait le suicide est aujourd'hui la deuxième cause de mortalité. Cette période de la vie est également sujette à des conduites à risques, qu'il s'agisse de consommations, de conduites addictives ou encore en santé sexuelle (pour illustrer, on constate une recrudescence de certaines Infections Sexuellement Transmissibles de plus de 50%, de type Chlamydiae ou Gonocoque chez les 15-24 ans). Le logement, comme nous le détaillerons par la suite, est également le facteur le plus déterminant de l'état de santé, ainsi la précarité que l'on peut retrouver chez certains jeunes est à l'origine d'une dégradation de cet état de santé.

Ce sujet a fait l'objet l'année dernière d'une contribution de la FAGE sur la santé des jeunes, comportant plusieurs propositions phares pour réduire ces inégalités de santé auxquelles fait face la population jeune. En effet, la précarité est aussi à l'origine d'un renoncement aux soins, certains jeunes ne pouvant se permettre d'avancer le tarif d'une consultation, ou de souscrire à une complémentaire santé lorsqu'ils ne sont plus sur la mutuelle familiale.

Il est nécessaire de faciliter l'accès aux dispositifs tels que le tiers payant et la CMU complémentaire pour ces jeunes en situation de précarité.

Par ailleurs, le rattachement de la CMU-C à la Garantie Jeune permettrait d'assurer une meilleure couverture santé pour une protection sociale optimale.

RENDRE EFFECTIF LE DROIT AU LOGEMENT DES JEUNES

Le logement est aujourd'hui encore un facteur déterminant de l'instabilité et de la précarité des jeunes. Le parc social existant actuellement manque grandement de place et reste particulièrement peu adapté aux jeunes. Il est nécessaire de soutenir la mise en place effective du plan 60 000 logements porté dans le Plan Étudiants visant à créer 60 000 logements sociaux supplémentaires, dont des logements CROUS. Notre rôle va être d'accompagner l'ensemble des acteurs dans la réalisation de cet objectif afin d'éviter un échec sur sa mise en place comme lors des plans précédents. Cependant, ce plan logement ne suffit pas pour répondre à la demande actuelle. L'année dernière, la FAGE publiait une contribution sur l'accès au logement des jeunes, nous demandions une action du parc social et un accompagnement du parc privé autour de la création de 100 000 logements afin d'assurer sur les territoires une offre suffisante à destination des jeunes.

Outre l'offre insuffisante, les tensions locatives sont sources d'instabilité pour permettre aux jeunes de réellement s'émanciper. La mise en place de l'encadrement des loyers en 2015 au sein de l'agglomération parisienne a permis une baisse notable de l'inflation. Depuis sa suppression en 2017, les différents observatoires ont pu remarquer l'impact négatif de cette suppression. La FAGE demande donc la remise en place de cet encadrement dans toutes les agglomérations sous tension locative. Les montants des loyers devront être fixés suite à la création d'observatoires des loyers au sein de ces agglomérations. Cependant, la mise en place de l'encadrement des loyers n'est qu'une solution palliative au rythme spécifique de vie des jeunes. Par exemple, l'offre de logement ne répond pas à l'heure actuelle au besoin de logement lors des périodes de stages ou d'apprentissage. Même si le CROUS a mis en place l'application Bed & CROUS afin de répondre à cet enjeu, son efficacité laisse à désirer. En effet, le prix exercé est bien souvent supérieur à ceux des autres logements et ces logements sont souvent utilisés afin



d'accueillir des intervenants extérieurs délaissant ainsi le public cible de cette action. Au-delà de l'action du CROUS, il est nécessaire d'inciter les bailleurs privés à avoir un intérêt à faire des baux de courte durée. Pour finir, il est nécessaire de réformer le système d'aide au logement pour que celui-ci soit redistributif et adapté au bassin de vie et à la situation spécifique des jeunes. Le dispositif VISALE mis en place par le gouvernement précédent ne répond que partiellement à une garantie d'accès au logement pour les jeunes. C'est pourquoi la FAGE souhaite l'élargissement du dispositif autant en terme de public concerné que de logements cibles.

L'ENGAGEMENT AU SERVICE DE LA MIXITÉ SOCIALE

Emmanuel Macron, lors de sa campagne, a fait de la question de la mixité sociale un élément phare de sa politique à destination des jeunes. Ainsi, la proposition concrète du gouvernement pour répondre à cet enjeu se dessine au travers d'un Service National Universel (SNU). Même si nous partageons avec le gouvernement certains des constats liés à ce dispositif comme la fragilité de notre système scolaire actuel, la nécessité d'une approche par compétences ou encore le manque de mixité, le projet tel qu'il est présenté aujourd'hui ne peut convenir à nos valeurs et notre vision de la société. Ce dispositif émane du fait que le Service public ne remplit à l'heure actuelle pas son rôle ni ses missions. En dehors du coût exorbitant, du caractère obligatoire et hors cadre scolaire ou encore d'une philosophie générale allant à contresens de ses objectifs, nous refusons de cacher l'échec du service public par la création d'un dispositif de substitution. Le message envoyé par le gouvernement au travers de ce "Service" est de désigner les jeunes comme un problème public qu'il faudrait redresser en occultant totalement l'urgence d'action sociale et éducative envers la jeunesse.

Nous pensons que la FAGE défend une toute autre vision de l'engagement de la jeunesse. A l'instar de l'engagement associatif ou de l'engagement des volontaires en service civique au sein de nos fédérations, la notion de l'engagement volontaire est la seule réponse à apporter. Il est pour cela nécessaire de valoriser ce dit engagement et de le faire découvrir à chacun. Bien conscient que ce dispositif est une volonté émanant du Président de la République, nous continuerons lors des phases de négociations à nous y opposer tout en restant force de propositions pour répondre aux constats que nous partageons. Notamment en proposant la modification de la Journée de Défense et de Citoyenneté en une "Semaine de citoyenneté, de formation et de Défense" ou encore en ouvrant et en communiquant mieux sur les différents engagements volontaires existants.

La culture est, elle aussi, un vecteur d'émancipation. L'annonce de la création d'un Pass Culture semble être un gadget et non la mise en oeuvre d'une réelle politique publique pour démocratiser l'accès à la culture des jeunes. Pourtant, la création d'un fonds commun qu'il

soit historique, artistique, scientifique doit permettre de ne pas réitérer les erreurs du passé. Si le principe du Pass semble être intéressant pour mieux valoriser les acteurs de la culture quel qu'ils soient, il faut ouvrir davantage le dispositif pour qu'il puisse prendre la forme, pas uniquement financière, d'une facilité d'accès à la culture des jeunes.

EN BREF

- Permettre un réel accès au soin pour les jeunes
- Soutenir la mise en place du plan 60 000 logement porté dans le Plan Etudiants
- Porter notre position sur le SNU en accord avec la motion portée en CA



Une action syndicale pour le progrès social



Promouvoir notre singularité : faire évoluer le sens d'une action syndicale

L'action de la FAGE est singulière dans la diversité des corps intermédiaires. Notre action est fondamentalement, essentiellement associative. Notre coeur est à l'action, aux actions pour permettre à chaque jeune de vivre correctement, de s'émanciper dans la société et personnellement. Nos actions sont quotidiennes et globales, menées par chacune de nos associations, car elles sont là pour les étudiants et plus largement les jeunes. Mais notre démarche est également syndicale, en ce qu'elle défend les étudiants, individuellement lorsque cela est nécessaire, collectivement pour améliorer la vie de chacun.

La FAGE est bien davantage qu'un syndicat parce que les fédérations et les associations ne font pas que revendiquer, elles agissent au quotidien pour l'amélioration des conditions de vie et d'études de chacun. Nous luttons contre toutes formes de discrimination dans la société. Nous considérons que la société est inégalitaire et nous faisons notre possible pour permettre à l'égalité des chances d'exister réellement, par le refus des inégalités de droits.

Cette année, nous voulons redonner à la FAGE son





coeur. Nous souhaitons remettre au centre de nos préoccupations les projets des associations et fédérations. En tant que fonction de soutien, le Bureau national sera là pour épauler, professionnaliser et aider à améliorer la structuration des fédérations dans leur soutien aux associations et la mise en oeuvre de leurs propres projets et faire de nous tous des acteurs de l'économie sociale et solidaire. La FAGE, ce n'est pas seulement son bureau national, ce sont d'abord ses fédérations et ses associations.

Nous voulons continuer à placer la FAGE comme un acteur incontournable de la négociation des politiques qui concernent les jeunes. La négociation n'est pour autant pas synonyme de soumission, mais bien de rapport de force. À rebours d'un Président de la République et d'un Gouvernement qui semblent déconsidérer le dialogue social, nous voulons le provoquer et nous montrer forts sur nos lignes rouges. Bien sûr, nous préférons toujours la négociation et la proposition de solutions pragmatique, à une opposition systématique et absurde. En revanche, nos lignes rouges ne sauraient être franchies sans riposte car il en va de la crédibilité de notre organisation.

La ligne rouge que nous avons fixée pour encadrer notre soutien à la loi ORE et au nouveau système d'admission Parcoursup est simple : à la rentrée, chaque candidat doit avoir accès à une filière non-sélective qui correspond à ses volontés. Nous sommes à l'heure actuelle en train d'accompagner des jeunes toujours en attente d'une proposition mais nous sommes également en attente d'un bilan chiffré définitif. Si notre premier objectif est d'accompagner chaque jeune dans la difficulté, il est de notre devoir de penser notre action des mois à venir. Nous ne devons pas avoir peur de mener une action collective d'ampleur et de long terme afin d'atteindre notre objectif : la démocratisation de notre système éducatif.

Mais notre démarche est aussi celle d'une amélioration constante de l'existant. En particulier sur la réforme du Plan Etudiants, il est essentiel de rendre la procédure d'affectation plus humaine. Si les étudiants sont rapidement remontés sur liste d'attente, la gestion de leurs peurs n'a pas été optimale. Ou alors sur la mise en place du nouvel arrêté licence, qui demandera une vigilance toute particulière dans l'ensemble des universités. Sur ces points comme sur d'autres, notre action n'est pas seulement revendicatrice, mais également concrète : la défense individuelle des droits qui nous a permis d'orienter et de rassurer des milliers d'étudiants, tant dans le Bureau national de la FAGE que dans les fédérations, l'accompagnement quotidien de nos élus étudiants et leur formation.

En somme, nous voulons positionner la FAGE comme un corps intermédiaire assumé qui oeuvre pour le progrès social. Pour cela, il sera nécessaire de ne pas être isolés mais bien de solidifier notre travail avec les centrales syndicales et leurs fédérations, qui portent les

mêmes valeurs que notre organisation. Les enjeux de société sont grands, seule une action commune et de masse pourra y répondre.

EN BREF

- Remettre au centre de nos préoccupations l'accompagnement des projets des associations et fédérations
- Être actrice incontournable de la négociation des politiques jeunesse
- Réformer en rendant lisible nos lignes rouges
- Être un corps intermédiaire assumé qui oeuvre pour le progrès social

Asseoir notre place dans la société civile

GARANTIR NOTRE PLACE DE PREMIER ACTEUR DE SERVICE À L'ÉTUDIANT

Dans une année où les élus nationaux se renouvellent, il n'est pas envisageable de ne pas être à la hauteur de nos revendications. L'action que porte aujourd'hui la FAGE est unique dans le paysage de l'enseignement supérieur, mais surtout, elle est motrice de grands changements.

Initiatrices des oeuvres, les associations étudiantes ont toujours été au coeur de l'accompagnement et des services aux étudiants. Nous devons renforcer notre place dans les Conseils d'Administration des CROUS avant de permettre aux étudiants de se réapproprier le réseau des oeuvres.

Après l'alignement des bourses sanitaires et sociales à celles sur critères sociaux, la continuité logique est de permettre au réseau des oeuvres de se développer sur l'entièreté du territoire, et de représenter tous les étudiants de l'enseignement supérieur. Il est donc du devoir des CROUS de s'implanter sur les territoires délocalisés et d'intégrer toutes les filières qui n'ont pas à 100% accès à leurs services, pour permettre d'agir sur l'éducation pour tous et de tendre vers un système toujours plus égalitaire. Cette intégration qui est un enjeu majeur de ce cycle d'élections, doit être l'affaire de tous en étant au coeur de nos positions. Nous devons nous saisir de cette problématique, et travailler avec les fédérations pour intégrer les étudiants des territoires délocalisés, mais aussi les étudiants de filière peu ou pas représentés au niveau des oeuvres.

Dans un esprit de représentation à travers le territoire



français et avec des élections universitaires au même moment que les élections CROUS, le réseau de la FAGE doit avoir la capacité d'être représenté dans l'ensemble des instances. L'enjeu est donc de pouvoir poser des listes dans l'ensemble des académies, mais aussi des universités et des établissements rattachés dans les ComUE concernées par les élections universitaires. La FAGE a donc pour vocation de représenter l'ensemble des étudiants de France, il semble donc essentiel de s'imposer comme première force de représentation dans des instances tels que le CNESERAAV, CNESE-RAC ou encore le CNEA. Par ce rapprochement, il faudra développer le réseau associatif et individuel et pour s'implanter au niveau de ces filières.

Avec cet objectif, les positions seront portées par des élus formés et aptes à être actifs dans ces différents conseils.

Pour avoir les capacités de réussir, la FAGE a le devoir d'accompagner l'ensemble de ses fédérations pendant les campagnes électorales, qui sont un enjeu majeur tout au long du mandat.

Cette année le renouvellement des conseils de vie en résidence est aussi un enjeu non négligeable. L'importance de s'implanter dans ces conseils va au-delà d'une victoire électorale qui est certes importante. Les cités et résidences universitaires ont besoin d'être dynamisées pour lutter contre la sédentarisation et l'isolement social des étudiants. C'est le rôle des élus de CVR d'être acteurs de la vie et de l'animation des cités universitaires. Nous devons nous inspirer des projets déjà lancés par certaines fédérations au sein de notre réseau, tels que Sors de ta Piaule, pour continuer à se développer sur tout le territoire.

Cette année est aussi marquée par le renouvellement des élus au sein des instances nationales, qui sont le CNOUS et le CNESER. La première place d'organisation étudiante représentative de la FAGE va être remise en jeu. Depuis deux ans la FAGE a pu travailler à la défense et à la représentation des étudiants. Être première organisation nous permet d'avoir une visibilité plus importante, mais également plus de moyens pour être acteur dans la transformation de notre société. Il est donc indispensable de rester majoritaire au sein de ces conseils, et cela doit être un enjeu pour tous. Parce qu'un projet ne se crée pas seul, les modalités de constitution des listes nationales mais aussi du projet doivent être faites avec une coordination forte des fédérations. Cette coordination peut se penser concrètement par la création d'espaces de concertation des élus CROUS et centraux pour l'élaboration des professions de foi nationales, et en repensant la façon dont les listes nationales seront construites.

En tant qu'organisation étudiante la plus importante, nous devons nous fixer des objectifs élevés, et faire en sorte que le projet porté par la FAGE soit compris par tous.

PERMETTRE LA RENCONTRE ET L'ÉCHANGE ENTRE LES ÉQUIPES D'ÉLUS

Les équipes d'élus sont une des grandes forces de la FAGE, l'objectif de cette année est surtout de les pérenniser mais aussi de les développer pour être représentatifs sur l'ensemble du territoire français et des filières de l'enseignement supérieur.

Il est important de motiver l'engagement syndical, au sens où nous l'entendons c'est-à-dire construire un projet commun où chacun est impliqué. Les élections CROUS arrivant cette année, il s'agira pour notre structure de sensibiliser et d'aller au contact des militants de notre réseau sur les différentes problématiques des oeuvres et le projet que porte la FAGE. Accompagner les fédérations dans le recrutement semble un élément indispensable dans les responsabilités que doit prendre le bureau national.

Pourtant, cela ne suffit pas et il faudra enfin être capable de pouvoir mieux impliquer les élus dans leur travail, mais également dans celui des fédérations. Il est important d'affirmer le sentiment d'appartenance à la FAGE en permettant un suivi plus régulier et plus efficace des fédérations et en les accompagnant pendant leurs différentes échéances. L'engagement militant est quelque chose d'important, c'est un enjeu d'arriver à le développer et à le pérenniser. Pour éviter un abandon, il va falloir leur permettre de pouvoir se tourner vers les bonnes personnes et leur fournir des outils efficaces.

Dans cette optique la relation entre élus nationaux et élus locaux sera accentuée. Les élus nationaux sont des techniciens qui doivent pouvoir épauler les élus dans leurs problématiques, en coordination avec le bureau national.

Tout en continuant à s'étendre, et en refusant la diminution de la représentativité dans toutes les instances, nous avons pour objectif de se développer dans de nouvelles. En effet, pour pouvoir se revendiquer organisation représentative des jeunes, il est important d'être implanté sur tous les territoires, mais aussi dans toutes les instances de jeunesse. Pour réussir cette mission, il faut que nous soyons capables de mettre en capacité nos fédérations et notre réseau d'élus, par exemple en identifiant des coordinateurs de liste au sein des listes elles-mêmes pour veiller au suivi des projets évoqués dans les professions de foi. Afin de permettre à notre réseau d'élus de se sentir complètement intégré au projet de la FAGE, il est important de les sensibiliser, mais aussi de les valoriser. La communication sur les actions et les victoires des élus doit s'intensifier et être plus régulière. Des campagnes de communication vont être mises en place pour permettre à tout le réseau de la FAGE de se sentir impliqué.

En réalisant tous ces objectifs, les équipes d'élus de la FAGE seront plus fortes que jamais. Ce qui nous permettra d'acquiescer des victoires que nous attendons depuis longtemps.





Il est de notre responsabilité d'accompagner les élus à accomplir leur projet politique tout au long de leur mandat, seul moyen de pouvoir se revendiquer première organisation étudiante d'actions.

Il faudra alors que les élus soient accompagnés dans le développement de leurs relations avec les autres syndicats, afin que leur socle de position soit stratégiquement présenté lors des conseils et qu'ils puissent être soutenus par un ensemble d'acteurs de leur établissement.

FAIRE RAYONNER LA FAGE DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE

En tant que première organisation étudiante de France, la FAGE assume fièrement son rôle de porte parole des étudiants mais plus largement des jeunes. Il est donc de notre responsabilité de faire entendre les revendications d'une jeunesse progressiste et impliquée.

Pour atteindre cet objectif il est plus qu'essentiel de gagner en visibilité et d'avoir une présence médiatique plus importante dans les médias français et internationaux.

Aujourd'hui, la FAGE de part son statut de première organisation étudiante de France, bénéficie d'une aura dans le monde médiatique sur les questions étudiantes. Cela nous permet alors d'avoir de bonnes relations avec les médias classiques et avec la presse spécialisée dans l'enseignement supérieur.

Pour atteindre notre objectif d'étendre la visibilité de la FAGE, un réseau de contacts de journalistes devra être développé, dans un premier temps dans les domaines autre que l'enseignement supérieur afin de couvrir l'ensemble des thématiques liées à la jeunesse, mais également avec les médias dit "grand public" et enfin avec les médias alternatifs qui touchent une cible jeune.

Un réseau de contacts développé nous permettra d'accroître notre présence médiatique ce qui nous laissera la possibilité de faire connaître la FAGE mais également de créer de l'engouement autour de nos projets, de nos positions et plus généralement de notre vision de la société.

Nous aurons ainsi l'occasion de sensibiliser la population aux problématiques spécifiques des jeunes et ainsi de replacer les jeunes au cœur des débats.

Une présence médiatique accrue couplée à la conscientisation de la population aux problématiques des jeunes nous permettra d'occuper l'espace médiatique sur les sujets de étudiant et de jeunesse, et ainsi d'avoir un réel impact sur les politiques publiques afin de faire bouger les lignes.

Notre visibilité auprès de la société passera également via notre implication dans l'Économie Sociale et Solidaire. Nous devons montrer aux acteurs de l'ESS toute

la légitimité de notre organisation sur ces questions.. Nos projets permettent à la FAGE de créer du lien avec les acteurs de l'ESS, il est question ici de permettre à nos projets de se développer grâce à d'éventuels partenariats.

EN BREF

- Développer la représentation étudiante sur l'ensemble du territoire français
- Asseoir notre place de première organisation étudiante représentative
- Créer un lien entre les élus et l'équipe nationale
- Augmenter la visibilité de la FAGE auprès des médias

Le militantisme de terrain, force de notre organisation

FAIRE ÉVOLUER LES PROJETS DE LA FAGE

Aujourd'hui, repenser les projets d'innovation sociale et les adapter à l'actualité s'avère nécessaire. De fait, l'évaluation fait partie intégrante des grandes étapes du montage de projet, c'est d'ailleurs la plus importante pour assurer sa pérennité.

Puisqu'un bon projet est un projet bien évalué, nous souhaitons mettre en place un dispositif de contrôle qualité. Celui-ci devra être adapté à chaque projet mis en oeuvre et pour chaque projet en lui-même, et il sera nécessaire de travailler avec les différents acteurs publics compétents sur les domaines concernés pour le concevoir.

La FAGE est également caractérisée par les nombreux projets portés par les fédérations et associations. En effet, l'expertise de chacun, relative à sa filière ou à son territoire permet de répondre aux différents besoins des publics ciblés.

Malgré le bénéfice que certains projets pourraient apporter aux autres fédérations ou associations, ceux-ci restent trop peu visibles aux yeux du réseau tout entier. Essaimer les projets des fédérations qui fonctionnent dans l'ensemble du réseau est une manière de mieux valoriser les initiatives et d'insuffler l'envie d'innover.

Concernant le logement, le CROUS aujourd'hui n'est plus en capacité de répondre à toutes les demandes et situations spécifiques. Dans cette logique de service pour être au plus proche de l'étudiant, notre priorité doit être la prise en charge de ces étudiants ou jeunes actifs en situation précaire. Certaines alternatives telles que Apparté par la Face 06 ou Cités d'Avenir, mettant à disposition des jeunes des logements sociaux mais permettant un accompagnement et des échanges, ont



déjà été mis en oeuvre sur certains territoires et sont à encourager et généraliser. Il est nécessaire de multiplier ces initiatives, dans une démarche d'économie sociale et solidaire avec par exemple l'instauration de foyers de vie alternatifs, sur un modèle semblable aux foyers des jeunes travailleurs : adaptés aux séjours temporaires, ou à plus long terme, pour les étudiants en stage peinant à se loger, les jeunes en apprentissage ou encore les jeunes actifs.

METTRE EN OEUVRE NOTRE AMBITION AUTOUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

De par ses enjeux environnementaux, sociaux et économiques, le développement durable est aujourd'hui une priorité à grande échelle. La FAGE a adopté depuis plusieurs années déjà une démarche éco-responsable, que ce soit lors de ses événements ou dans ses habitudes de vie. Divers outils ont déjà vu le jour pour responsabiliser le réseau vis à vis du développement durable tels que la charte "Développement durable", le calculateur carbone ou encore le guide "Adopter une consommation responsable".

Au-delà de la sensibilisation du réseau, nous devons nous saisir collectivement des outils créés pour rendre nos associations durables.

De même, les AGORAé pourront voir leurs lieux de vie évoluer par l'intégration d'ateliers, ou de cafétérias basées sur l'économie sociale et solidaire développant une politique de 0 déchets.

Un état des lieux des projets portés par le réseau nous permettra d'avoir une vision globale des différentes alternatives, et leur donner une visibilité lors d'événements tels que la semaine européenne du développement durable, ou le tour Alternatiba ne pourra que sensibiliser la population à plus grande échelle.

Il sera nécessaire, à la suite de cet état de lieux, de définir nos enjeux en matière de développement durable. Au-delà de simples engagements, il faudra créer de nouvelles dynamiques, inciter les associations et les Universités à travailler ensemble pour mener des projets concrets sur les campus. Cette dynamique n'aura de sens que si la FAGE analyse chacune de ses actions à travers le prisme du développement durable, afin que ce dernier devienne une constante commune à l'ensemble de nos projets. La mise en oeuvre des Objectifs de Développement Durable devra alors se faire tant par une action coordonnée des élus dans les établissements, que par l'action des associations pour devenir des composantes d'une société durable.

GARANTIR L'ACCÈS À LA SANTÉ ET À LA PRÉVENTION POUR TOUS LES JEUNES

Notions primordiales dans le système de santé actuel,

la prévention et promotion de la santé apparaissent comme des mesures nécessaires pour répondre aux besoins des étudiants. De fait, leur santé est dégradée par un rythme de vie ou situation financière instable, à l'origine de problèmes de sommeil, stress ou encore mauvaise alimentation.

Afin de donner une réponse adaptée à ces besoins, il est nécessaire de continuer à encourager le basculement des Services Universitaires de Prévention et de Promotion de la Santé (SUMMPS) en Centres de Santé Universitaires (CSU), en tant que coordinateurs du parcours de santé de l'étudiant. Ces acteurs doivent être en première ligne pour tout ce qui a trait à la prévention et la promotion de la santé, mais aussi en termes de curatif, et de réponse aux besoins spécifiques de chacun.

Les réformes annoncées du système de santé ont vocation à assurer une meilleure coordination du parcours de santé, cela engageant bien sûr un investissement financier. La structuration des soins sur le territoire étant l'une des priorités d'ici 2022, c'est là l'occasion de développer des Réseaux de Santé Universitaires en lien avec les CSU, afin de pallier les inégalités d'accès à la santé parmi les étudiants. Une collaboration étroite s'avère donc nécessaire, avec les différents acteurs territoriaux : collectivités territoriales, professionnels de santé et Communautés Professionnelles Territoriales de Santé (CPTS) qui ont vocation à être déployées dans le plan "Ma santé 2022".

La FAGE porte également divers projets et campagnes de prévention et de promotion de la santé, visant à réduire les conduites à risques chez les étudiants et leur permettre d'adopter des comportements favorables. Ces campagnes méritent d'être pérennisées et actualisées en fonction des problématiques émergentes et des évolutions des comportements. Par exemple, les violences sexistes et sexuelles, bien qu'ayant toujours existé, ont été révélées au grand jour par les récents événements. Le milieu étudiant n'étant pas épargné par ce fléau, nous mettrons en place différentes actions de lutte, que ce soit dans la vie courante, ou lors d'événements festifs. Ce sujet fera d'ailleurs partie intégrante de la campagne Soirée Étudiante Responsable, que nous souhaitons réformer, par un travail collaboratif avec les associations et fédérations, afin de leur apporter un véritable accompagnement et un suivi dans leurs démarches. D'autres sujets se doivent d'être abordés par le biais de nouvelles campagnes, telle que la promotion de la santé par l'activité physique et sportive.

Les AGORAé sont également des lieux de choix pour mener des actions de promotion de la santé. En effet, outre leur rôle d'aide alimentaire, c'est dans ces lieux de vie que peuvent intervenir des associations, par exemple par des actions de prévention par les pairs. Afin de faire passer plus efficacement un message aux jeunes, il est également nécessaire de renforcer des





liens, au niveau national et local, avec les organisations ou associations motrices sur les questions de santé. À titre d'exemple, nous souhaitons développer les questions de santé sexuelle avec des acteurs tels que AIDES ou le Planning Familial.

C'est en agissant sur les différents déterminants à l'origine des inégalités de santé que nous pourrions créer un environnement favorable à l'épanouissement, au bien-être et à la réussite de l'étudiant.

FAIRE RAYONNER LE PROJET AGORAÉ

Au lendemain de la sortie du Plan Pauvreté, on constate que les étudiants sont encore les grands oubliés des questions de précarité. Les étudiants ne sont pas un public privilégié et c'est dans cette philosophie que nous portons le projet AGORAÉ.

Projet phare depuis 2011, l'AGORAÉ incarne notre action concrète sur le terrain pour changer le quotidien des étudiants. C'est aujourd'hui 16 AGORAÉ qui sont portées par le réseau de la FAGE.

Lauréat de la France s'engage en 2016, le projet AGORAÉ a pu bénéficier d'un financement et d'un accompagnement pour se développer sur le territoire, conditionné à un objectif de résultats ambitieux : atteindre le nombre de 30 AGORAÉ d'ici 2020.

À un an de cette échéance et au vu d'une précarité étudiante en constante augmentation il est essentiel de développer et de pérenniser le projet. En ce sens nous continuerons à accompagner les fédérations souhaitant implanter une AGORAÉ sur leur territoire.

Il apparaît également important pour le développement du projet de pouvoir rendre les espaces de vie des AGORAÉ plus attractifs, afin de gagner en visibilité et de redonner à ces lieux l'ambition qui leur a été donnée au premier jour.

En ce sens il paraît important de diversifier les actions qui sont mises en place et de les rendre visibles au plus grand nombre.

Le double maillage, force de notre organisation, a également toute sa place dans les AGORAÉ et dans cet objectif de développement. En effet, les associations et les fédérations de filières doivent être utilisées comme un levier à la diversification des actions. Il paraît important que tout le monde puisse trouver sa place dans ce projet, c'est en capitalisant les compétences de chacun que nous pourrions faire rayonner les AGORAÉ.

Les AGORAÉ doivent devenir des lieux clés d'échanges, de débats et rencontres incontournables pour les jeunes. Elles doivent s'ancrer durablement sur un territoire et participer au développement de politiques de site réfléchit en affirmant la place des jeunes au cœur de la société.

Les AGORAÉ, dans une dimension d'économie sociale et solidaire, pourront développer les services aux étudiants tels que la restauration afin d'être toujours plus proches des besoins réels des jeunes.

2 ans après être nommé lauréat de La France S'Engage, il faut mieux impliquer l'ensemble de notre réseau associatif autour de son essaimage. Le développement de ce projet doit d'abord être assuré par un suivi renforcé des tuteurs des volontaires en service civique de nos fédérations, souvent mis en difficulté dans la gestion des équipes de bénévoles et dans l'accompagnement des missions. De plus, il convient de repenser le recrutement et le suivi des bénévoles étudiants, que les fédérations peuvent penser au-delà de leur réseau associatif déjà mobilisé. La pérennisation du dispositif passe également par la mise en relation de la FAGE avec les partenaires nationaux au local afin d'affiner le dispositif d'accueil des bénéficiaires et d'offre alimentaire (commerce équitable, produits issus de l'agriculture biologique etc.). Valoriser les échanges lors des rencontres nationales AGORAÉ avec différents organismes extérieurs semble primordial pour que les fédérations territoriales pensent leur accompagnement à l'étudiant de façon coordonnée avec d'autres acteurs de l'économie sociale et solidaire.

Par la suite, le développement du projet pourra se traduire par la création de nouvelles épiceries sociales et solidaires, à la fois sur des terrains qui ne disposent actuellement pas d'AGORAÉ, mais aussi sur la multiplication des épiceries dans les villes où la demande se fait grandissante. Afin d'être sûrs de lancer des épiceries qui seront un projet que les fédérations et leur réseau tout entier pourront porter, la FAGE doit être motrice dans l'accompagnement des équipes bénévoles pour établir un diagnostic terrain fiable et réaliste. Cette évaluation permettra de penser un projet ambitieux et en adéquation avec les besoins de la population étudiante locale. Enfin, par ces évaluations, les AGORAÉ doivent aussi être pensées sur le long terme autour de leur sécurité financière. Ce n'est qu'en mettant en lien besoins locaux et moyens dont dispose notre réseau que nous pourrions réaliser l'objectif que la FAGE peut se fixer.

FAIRE DE L'ORIENTATION DES JEUNES UN OBJECTIF CAPITAL

Les réformes récentes rendent essentielles une meilleure action des associations sur l'orientation des jeunes. La campagne What the Fac vise à améliorer la connaissance de l'enseignement supérieur en déconstruisant les préjugés qui peuvent émerger à ce sujet chez les jeunes.

La conjoncture des récentes réformes et la montée en puissance de notre organisation nous offrent des perspectives pour restructurer ce projet et lui donner de l'ampleur pour l'orientation et l'insertion professionnelle des jeunes, afin de transcender nos actions actuelles.



Concrètement, la politique d'orientation et d'insertion professionnelle de la FAGE sera portée sur deux fronts. D'abord, il s'agira de recréer un dialogue fort avec l'ensemble des acteurs de l'orientation et de l'insertion professionnelle, en développant de relations sur le territoire entre les fédérations, les lycées, les missions locales. Il s'agira également d'intégrer et de soutenir la création de conseils nationaux sectoriels par les fédérations de filière. Les CNS sont des instances de dialogue entre les acteurs socio-économiques de la branche au niveau national et les représentants des enseignants, des étudiants et le ministère de l'enseignement supérieur.

Vers une réappropriation des services aux étudiants

Historiquement créatrices des oeuvres, nos associations en ont été dépossédées lorsque le service public s'est montré plus efficace qu'elles. Pourtant, la raison d'être du service public est d'être égal à l'égard de tous, sur tout le territoire. On voit cependant aujourd'hui que beaucoup d'étudiants ne sont pas couverts par les CROUS. On voit aussi que le service public est parfois totalement détourné vers une activité marchande. Pire encore, lorsque le service public est affiché mais qu'il n'est en réalité pas vraiment assumé. Le système à points dans la restauration universitaire réduit à néant l'exigence d'une égalité avec un repas complet de qualité à 3,25 euros. Ce système contribue à une différenciation de la qualité, 3,25 euros pour la qualité la plus basse, davantage et mieux pour ceux qui en ont les moyens financiers.

Devant un constat mitigé sur l'efficacité de certaines missions, il est important aujourd'hui pour notre organisation de reprendre en main les services aux étudiants. Notre action se retrouve quotidiennement par la vente d'annales, par l'impression de photocopiés ou encore par l'offre d'une restauration sociale. Afin de réaffirmer notre place au plus proche de l'étudiant, nous devons aujourd'hui nous réapproprier largement le concept d'oeuvre en reprenant des initiatives que nous assumions autrefois. Mais plus que cela, nous devons réinventer et moderniser ces services, repenser les lieux de vie, imaginer de nouvelles campagnes, porter de nouveaux projets pour les étudiants.

EN BREF

- Remettre les services à l'étudiant au coeur de notre action syndicale.
- Créer les conditions d'une organisation engagée dans le développement durable
- Créer des réseaux de santé universitaire en lien avec les CSU
- Tenir les objectifs d'ouverture d'AGORAé et développer les lieux de vie



UNE ORGANISATION D'ENGAGEMENT POUR RASSEMBLER LES JEUNES

Une organisation structurée
autour de l'engagement des
jeunes

Permettre l'appropriation de la FAGE
et de ses valeurs par chacun

La FAGE a un fonctionnement complexe qui a vocation d'être appropriée par tous ceux qui en font partie, qu'importe le temps qu'ils y passent. Pourtant cette appropriation fait défaut, en grande partie par manque d'une communication pertinente et suffisante envers tous. C'est également en mettant davantage l'accent sur la collaboration et l'information pour réaliser, pleinement, la démocratie participative à la FAGE.

CRÉER LES CONDITIONS D'UNE DÉMOCRATIE D'EXERCICE

Administrer la FAGE est une tâche essentielle à la vie de l'organisation. Le bénévolat associatif des membres de la FAGE est fondamental dans l'organisation. Pourtant, trop souvent les administrateurs sont en manque d'informations qu'ils ne reçoivent qu'en conseil d'administration. Les bénévoles non-administrateurs sont eux sans information et ne peuvent donc comprendre qu'ils sont membres de la FAGE au même titre que tout membre d'un bureau de fédération adhérente ou d'un membre du bureau national. Créer les conditions d'une démocratie d'exercice, c'est donc revoir les canaux de communication et de débat dans l'organisation.

En ce sens, il faut d'abord mieux accompagner les nouveaux administrateurs dans leurs fonctions. En vous donnant une meilleure visibilité des missions et des actions de l'équipe nationale, un accès simple aux revendications et aux modalités de fonctionnement interne, en bref à la mémoire de l'organisation, nous souhaitons permettre une première appropriation de celle-ci.

Nous souhaitons également revoir comment sont trans-

mises les informations et comment se crée le débat dans notre organisation. Nous serons clairs : les conseils d'administration de la FAGE sont avant tout des lieux de débats et de décisions, non des lieux d'information. Nous souhaitons un ordre du jour plus restreint, mais avec des temps et des modalités de travail réformés pour concrétiser les valeurs de la FAGE ensemble. L'administration de la FAGE n'incombe pas à une personne, mais à une structure, nous souhaitons diversifier les personnes assistant aux conseils d'administration. Qu'il s'agisse d'un point thématique, ou pour faire découvrir la démocratie à la FAGE, nous continuerons à encourager la venue de plusieurs personnes, y compris non membres du bureau de la fédération.

Pour préparer ces temps de débats, nous chercherons à transmettre l'information par d'autres canaux selon son importance. L'information politique sera ainsi l'apanage du Bureau national, tandis que l'information technique sera remise dans les mains des élus nationaux afin de la rendre plus réactive.

Les commissions permanentes de la FAGE sont un outil dont le principe reste salué par tous, mais dont le fonctionnement a souvent pêché dans les faits. Elles ne doivent pas être un lieu d'information, mais de réflexion technique sur des problématiques d'actualité et de soutien au bureau national et aux administrateurs. Les élus nationaux auront ainsi vocation à coordonner les commissions selon les sujets qu'elles traitent. Ainsi, l'objectif est que les commissions permanentes puissent proposer un soutien technique aux fédérations, mais également qu'elles puissent avoir un rôle en conseil d'administration.

AMÉLIORER LA TRANSPARENCE DE LA FAGE POUR MIEUX SE L'APPROPRIER

Créer davantage de liens entre nos fédérations, les associations et le bureau national passe également par une coordination plus grande tout au long de l'année. Il faut être en capacité de communiquer pour que nos associations puissent être accompagnées au mieux quand elles en ont besoin. Cela consiste d'abord dans la création d'outils de coordination entre les différentes

fédérations adhérentes et le bureau national. Il faut aussi renforcer les déplacements coordonnés tout au long de l'année. Enfin, il sera nécessaire de co-construire des objectifs de développement avec chaque fédération sur une année, afin de mener une politique de suivi qui ne soit pas juste informationnelle mais structurante.

Dans la société de l'information numérique, la FAGE doit réinterroger ses pratiques. Nous sommes aujourd'hui à un tournant pour notre organisation où il est plus que nécessaire de nous saisir de cette problématique qu'est la communication et de se positionner comme acteur incontournable d'informations sur la jeunesse.

Au jour d'aujourd'hui, notre communication pertinente et précise nous permet de toucher assez facilement les institutionnels et de renforcer notre crédibilité. Néanmoins beaucoup d'informations circulent tout au long de l'année et les militants de notre réseau se retrouvent noyés sous une communication dense, technocrate et donc peu accessible aux différentes strates de notre organisation.

Force est de constater que dans ces conditions qu'il nous est compliqué de toucher nos associations et que les étudiants, nous sont encore plus inaccessibles.

Au cours de ce mandat un travail devra donc être fait afin de s'adapter à nos différentes cibles. Ce travail ne pourra être fait sans le concours des fédérations et des associations afin de toucher un public le plus large possible.

Il sera donc primordial de travailler sur des campagnes de communication cohérentes et accessibles afin que nos fédérations et nos associations puissent se les approprier et les relayer dans un objectif de visibilité.

Tous ensemble, nous pourrons donner à la FAGE la visibilité qu'elle mérite. Nos actions doivent pouvoir être visibles au-delà de notre réseau afin de les faire rayonner auprès des étudiants et plus largement du grand public.

EN BREF

- Faciliter l'administration de la FAGE
- Remettre les débats au coeur des conseils d'administration
- Créer d'avantage d'échange entre l'ensemble des associations, fédérations et le bureau national de la FAGE

Renforcer le développement par la planification et la formation

DONNER LES CONDITIONS D'UN RENFORCEMENT PÉRENNE DES FÉDÉRATIONS ET DES ASSOCIATIONS

La concrétisation du projet de la FAGE tient à son portage au sein des fédérations adhérentes et de leurs différentes associations. Consciente des difficultés que rencontrent les associations du réseau, la FAGE a lancé il y a plusieurs mois un groupe de travail sur la professionnalisation de l'organisation, visant à réinterroger nos pratiques concernant la gestion associative, la politique de formation et le soutien financier aux structures adhérentes.

C'est en ce sens que la FAGE a lancé l'an dernier l'expérimentation de l'audit des fédérations, processus visant à réinterroger nos pratiques. À l'heure actuelle 5 fédérations ont entamé le processus d'audit. Nous devons évaluer la pertinence des résultats afin d'améliorer le processus, communiquer largement sur la méthode et les différentes avancées pour inciter les fédérations intéressées à y participer. En parallèle nous devons travailler à élargir l'audit aux associations des fédérations. Mais l'audit n'est qu'une brique dans le large projet de professionnalisation de la FAGE et la politique de formation devra être réformée en conséquence pour coller aux besoins d'amélioration.

La FAGE est par ailleurs responsable de l'accompagnement des fédérations dans l'élaboration et la mise en application de cette politique de formation. Cela se matérialise tout d'abord par les différents outils que la FAGE met à disposition de ses membres (guide, kit, etc). Nous devons nous réinterroger sur le contenu, la création de ces outils et leur appropriation par le réseau mais aussi l'accompagnement dans l'élaboration des plannings de formation, leur mise en cohérence avec les objectifs pluriannuels de la fédération, ainsi que la mise à disposition de formateurs. Cet accompagnement se concrétisera pas une politique de suivi ambitieuse se donnant les moyens de répondre aux attentes de notre réseau. Nous mettrons un point d'honneur à ce que le suivi du réseau soit la responsabilité de chaque membre du bureau national, en rendant cette mission transversale à tous les postes.

ADAPTER LA POLITIQUE DE FORMATION AUX DIFFÉRENTS PUBLICS POUR LA RENDRE PLUS EFFICACE

La politique de formation de la FAGE, enjeu majeur de notre capacité à évoluer tant individuellement que collectivement au sein de notre fédération, doit faire preuve d'une remise en question constante afin de s'adapter à l'hétérogénéité des profils de nos militants. Il est indis-



pensable d'améliorer le dialogue autour des politiques de formation des fédérations. Cela permettra d'adapter les politiques de formation aux caractéristiques propres de filières et des territoires, avec pour enjeu, d'harmoniser nos objectifs de formation et de nous donner des priorités communes.

Nous voulons rendre accessible la complexité du fonctionnement interne de la FAGE qui peut parfois être illisible par les bénévoles. Il est donc de notre responsabilité d'apporter une réponse concrète à cette problématique. Nous entamerons une réelle politique de formation des cadres associatifs quant à la diffusion du projet de la fédération. De plus, il semble primordial d'avoir l'appui des formateurs de la FAGE pour participer à ce chantier de taille qui nous attend. C'est pourquoi, dans la continuité de ce qui a pu être développé sur la fin du mandat précédent, nous tenons à pérenniser les week-end de formation continue des formateurs de la FAGE afin de les intégrer pleinement à la politique de formation.

La formation des élus étudiants est également un point essentiel dans la politique de suivi et de formation des équipes d'élus dans les territoires. Les élus de la FAGE, piliers dans le portage politique des positions qui peuvent être prises dans notre organisation doivent pouvoir appréhender leur mandat dans les meilleures conditions possibles. Nous nous efforcerons à former ce pool d'élus, pour qu'ils puissent être moteurs de nos positions nationales mais qui répondent aussi à leurs problématiques locales. Nous mettrons tout en oeuvre pour rapprocher les élus locaux entre eux, et avec la FAGE pour renforcer le pouvoir que nous avons dans les instances nationales. L'objectif d'unir les élus nécessite de mieux les impliquer dans les processus décisionnels, dans le débat autour des positions qu'ils auront à mettre en oeuvre dans leur mandat. Rassembler les élus nécessite de créer des rencontres de mettre en relations les équipes. En ce sens nous reconduirons les séminaires des VPE, ainsi que des séminaires de formations pour les élus, et des processus de formation continue à destination de nos élus centraux, COMUE et CROUS, notamment à travers des temps d'échanges dématérialisés.

La FAGE se doit de s'impliquer dans cette politique de formation, en coordination avec les fédérations, pour permettre aux élus d'avoir de la complémentarité dans la préparation des dossiers. De meilleurs échanges entre les fédérations afin de se tenir au courant de l'actualité du réseau des oeuvres et de l'enseignement supérieur permettront la mise en place de modèles innovants et performants.

Le développement d'outils numériques et également un enjeu majeur pour la FAGE. En ce sens, dans un premier temps la volonté de relancer le wikiFAGE est un souhait de l'équipe candidate afin de proposer à nos bénévoles une ressource accessible en toutes circonstances. Un réel travail de suivi devra être opéré pour permettre à

cette plateforme de garder sa pérennité et tout son sens aux yeux de nos militants.

De façon globale, la formation à la FAGE sera axée autour du principe de blended learning (apprentissage mixte) où formation présentielle et formation numérique seront mêlées afin de proposer à nos militants un processus continu dans l'acquisition de compétences. Un travail devra être mené avec la totalité de l'équipe candidate afin de proposer des outils numériques adaptés pour le développement des compétences associatives et militantes de nos membres.

EN BREF

- Améliorer et développer la procédure d'audit
- Accompagner les fédérations dans l'élaboration et la mise en application d'une politique de formation coordonnée nationalement
- Développer une réelle politique de formation des cadres associatifs
- Développer des outils de formations numérique

Permettre l'engagement de chacun

FAVORISER UN ENGAGEMENT INCLUSIF

La FAGE promeut l'engagement de chaque jeune pour qu'il puisse trouver sa place dans la société et s'y épanouir. Pour accueillir chaque étudiant, il est nécessaire de mettre en avant une réelle politique inclusive au sein de notre réseau. Les occasions pour mettre en place des dispositifs inclusifs sont nombreuses et il est important de s'engager pour lutter contre toutes les formes de discrimination. Un travail global devra être réalisé pour développer des outils en phase avec les actions que les fédérations et les associations mettront en place dans leurs événements.

De part le système d'éducation par les pairs que nous revendiquons à la FAGE, il semble pertinent de mettre en relation les associations avec les organes territoriaux déjà experts des différentes questions de discriminations. Ces acteurs de terrain peuvent en effet se mettre en relation avec les bénévoles de nos AGORAé, nos pôles défense des droits, nos locaux associatifs et les universités pour construire des projets d'animation sur les campus. Plus largement, les événements nationaux et territoriaux de la FAGE doivent être des moments de découverte et d'échanges sur ces problématiques. Suite à une mise en réflexion du réseau autour de ces sujets, les associations doivent elles-mêmes porter la volonté d'inclure tous ceux qui le souhaitent dans leur



projet. Il convient d'accompagner les associations dans leur analyse terrain sur leur capacité d'inclusion; accessibilité aux personnes à mobilité réduite, lutte contre les discriminations liées aux genres et aux sexualités, harcèlement ect. Nos membres associatifs doivent prendre conscience de ces enjeux de société dont ils sont les architectes pour adopter une démarche responsable au sein de leur structure.

Bien que nos associations soient signataires de la charte du développement durable, il ne faut pas prendre cette signature comme l'achèvement des actions que peuvent porter nos bénévoles. Forts de l'engagement que les associations prennent tous les ans en étant signataires de cette charte, il faut qu'elles soient conscientes de leur responsabilité en se pensant acteurs de jeunesse. Il faut raccrocher la mise en oeuvre des objectifs du développement durable avec la volonté de chacun de vouloir s'engager pour l'avenir.

DONNER LES CONDITIONS NÉCESSAIRES À UN ENGAGEMENT DES BÉNÉVOLES

En tant qu'étudiant, il existe une diversité de profils d'étudiants engagés (sportif de haut niveau, artiste de haut niveau, étudiant engagé dans la réserve, associatif étudiant, étudiant salarié...) et du fait que l'engagement ne doit plus être freiné par la formation, et pour permettre à chacun de vivre sereinement son engagement, il est nécessaire de porter dans toutes les universités une mise en application de l'article 13 du Cadre National des Formations. Cet article cadre l'instauration des régimes spécifiques d'études (RSE) pour favoriser la réussite ; ainsi que l'application de la reconnaissance de l'engagement étudiant. Malheureusement la mise en application laisse encore apparaître beaucoup de disparités entre les différents établissements et ne permet pas un réel accès à la réussite pour tous les étudiants. C'est pourquoi il est nécessaire d'être vigilant dans la mise en application des RSE au sein des divers établissements.

Parallèlement pour proposer une alternative à la valorisation de l'engagement étudiant, la FAGE a à cœur depuis plusieurs années de reconnaître les compétences développées par ses bénévoles tout au long de leur engagement. À ce titre, un référentiel de compétences a été édité et permet d'y voir plus clair dans le développement des compétences dans nos engagements. Afin de permettre aux jeunes engagés de valoriser leurs expériences et de voir leurs compétences reconnues par les acteurs du monde socio-professionnel, la FAGE a pour ambition depuis plusieurs années de développer une plateforme qui permet de mettre un mot sur les compétences développées de manière extra-universitaire par les jeunes et de les faire évoluer. Cette année, la FAGE a pu avancer sur la création de sa propre plateforme, qui serait hébergée par la plateforme Jobready qui

œuvre en ce sens depuis un certain temps maintenant. Cette plateforme travaille la valorisation de Soft Skills correspondant à des compétences comportementales qui sont primordiales pour s'insérer dans le monde de l'emploi. Maintenant notre enjeu est de pouvoir mettre en lien ces compétences comportementales avec la politique de formation de la fédération.

Un étudiant engagé dans notre réseau va donc avoir la possibilité d'évoluer sur cette plateforme, en fonction des formations auxquelles il aura assisté, aux projets qu'il aura menés tout au long de son engagement. Ces variables lui permettront d'acquérir des points qui seront cumulés afin d'acquérir des badges de compétences. Ces badges auront une reconnaissance, dans un premier temps de la part du monde associatif français, et auront tendance à être reconnues par un plus grand nombre d'acteurs socio-professionnels (entreprises, universités, etc.).

EN BREF

- Encourager les politiques d'inclusion dans nos associations
- Faciliter l'engagement des jeunes
- Reconnaître les compétences des bénévoles associatifs



Une jeunesse consciente de sa force



Une jeunesse qui s'implique

UNE ORGANISATION DE JEUNES QUI S'ADRESSE À LA SOCIÉTÉ

La jeunesse en tant que partie prenante de la société d'aujourd'hui mais surtout de demain, va être amenée cette année à se saisir de nombreux enjeux. Tout d'abord, en 2019 se tiendront les élections européennes lors desquelles nous serons amenés à élire nos représentants au niveau européen. Les élections européennes sont entachées d'un énorme taux d'abstention chez les jeunes s'élevant à 74% lors des dernières échéances. Avec des jeunes de plus en plus eurosceptiques du fait notamment de l'opacité liée à la politique européenne et l'incompréhension du modèle, la FAGE, en tant que première organisation représentative de la jeunesse en France se doit d'agir face à ces constats. Ainsi, afin de lutter contre l'abstention mais aussi afin d'ouvrir le dé-



bat autour de la place de la jeunesse en Europe, nous proposerons des ateliers à destination des jeunes que ce soit au sein des lieux de vie étudiants ou sur les différents campus.

En tant que structure qui croit en l'Europe, nous porterons les positions issues du livre blanc réalisé dans le cadre du cycle d'États Généraux sur "Les jeunes et l'Europe" aux différents candidats et partis politiques afin de donner un poids à la jeunesse au sein de la représentation européenne. Par exemple en demandant une close impact jeunesse au niveau européen. À l'heure où les mouvements populistes et nationalistes deviennent de plus en plus présents au sein des pays européens (Matteo Salvini en Italie, Marine Le Pen en France, Viktor Orban en Hongrie...) la FAGE souhaite réaffirmer sa vision d'une Europe ouverte sur le monde mais aussi sur elle-même notamment autour des questions migratoires. Nous souhaitons également porter cette vision lors des différents Board Meeting de l'ESU afin d'échanger avec les autres organisations de jeunes en Europe sur nos positions et sur la volonté de la jeunesse Française autour de la question européenne.

UNE ORGANISATION DE JEUNES ANCRÉE DANS LA SOCIÉTÉ CIVILE

Lors du mandat précédent, nous avons eu l'occasion de proposer la nomination de personnalités qualifiées au sein des Conseils Économiques, Sociaux et Environnementaux Régionaux. Cela nous permet d'avoir à l'heure actuelle un représentant de la FAGE dans la totalité des régions. Pour autant, ces nominations ne doivent pas rester une coquille vide et il est important que la FAGE se saisisse de cet avantage afin de porter ses positions. Il y a un double enjeu autour de ces élus. Sur un premier aspect, il y a une divergence entre la durée des mandats des bureaux fédéraux d'un voir deux ans et des élus CESER qui sont engagés pour une durée de 6 ans. Face à ce constat, il est difficile de mener une politique bilatérale sur le quinquennat. Pour autant, il est essentiel pour permettre aux fédérations territoriales d'avoir un appui fort en termes de politique jeunesse et de mieux se coordonner avec leur élu. C'est dans ce sens que le vice-président en charge de la politique jeunesse essaiera de coordonner au mieux les élus et les fédérations représentatives de sa région. Qui plus est, il est important que les fédérations territoriales se coordonnent en lien avec le bureau national afin de fournir davantage de dossiers de fonds aux élus CESER et de porter nos positions à cette strate de représentation. Le deuxième enjeu majeur va être la mise en place d'une meilleure coordination entre l'élus au Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) et les élus CESER. En effet, le groupe des organisations de jeunesse du CESE a une réelle volonté de créer du lien entre les différents représentants de la jeunesse au sein des différents CESER dans un premier temps. Au delà de cet objectif de mutualisation et de visibilité, il y a une réelle volonté de

porter la voix des jeunes au sein de ces organes. Cette démarche s'intègre pleinement dans la volonté du bureau national de repositionner les jeunes au coeur de la société civile. D'autant plus que le gouvernement a la réelle volonté de replacer le CESE à sa juste place : troisième chambre constitutionnelle du pays.

Notre place dans la société civile doit également être réaffirmée auprès de nos partenaires. Nous avons su nouer des liens avec de nombreux partenaires, il est maintenant temps de les réaffirmer. Le collectif « Faire vivre les places de la République », regroupant des syndicats, mutuelles et associations dont la FAGE, la CFDT, la fondation pour la Nature et l'Homme ou encore ATD Quart Monde montre qu'il est possible de fédérer la société civile organisée autour d'une même cause. Il sera nécessaire d'entretenir les liens qu'a la FAGE avec ses organisations pour peser dans la société civile et faire entendre la voix des jeunes.

Il est également important que nous puissions continuer de nous entourer de partenaires associatifs agissant dans le sens de nos valeurs. À ce titre, entretenir des liens plus étroits avec le Réseau des Étudiants Français pour le Développement Durable pour soutenir notre volonté d'agir concrètement en faveur du Développement Durable est primordial. Nous avons pour ambition de continuer de nous investir dans le projet Coexist aux côtés de SOS Racisme et de l'UEJF afin de déconstruire les préjugés avec pugnacité auprès des jeunes. Enfin, dans notre logique d'inclure les questions de jeunesse dans les problématiques européennes à l'orée des élections européennes en 2019, il est important que nous puissions interagir avec les Jeunes Européens sur ces questions. Échanger, construire et diffuser ensemble un panel de propositions communes nous permettra d'être mieux entendus pas les acteurs de l'Union Européenne. Le travail qui a été mené avec CoExist a permis de confronter une réalité vis à vis des discriminations existantes. Une première approche qui nous a permis de mieux comprendre le projet que portait la structure mais aussi mieux en comprendre ses buts et ses moyens pédagogiques. Celle-ci nous a permis de faire évoluer notre approche de la question. Demain, l'objectif sera de pleinement nous investir et de construire auprès d'elle les campagnes innovantes pour combattre les préjugés et discriminations que vivent les jeunes.

EN BREF

- Favoriser la participation aux élections européennes en luttant contre tous les extrêmes
- Redonner une place centrale aux jeunes dans les problématiques qui les concernent
- Mieux coordonner la stratégie des fédérations en matière de jeunesse sur un même territoire.



Une jeunesse qui agit

PORTER LA VOIX DE LA JEUNESSE

La FAGE, 1ère organisation étudiante de France, porte en elle le message d'une jeunesse actrice de son avenir. Principaux usagers des oeuvres et des établissements de formation, les jeunes doivent être réellement écoutés lorsqu'il s'agit de décisions qui les concernent directement. Pour rappel historique le réseau des oeuvres émane du militantisme de service des associations étudiantes qui, pour pallier les besoins des étudiants a décidé de créer des foyers étudiants. Depuis 1955, le CROUS a récupéré la gestion du réseau des oeuvres universitaires. Cependant, force est de constater que le CROUS n'est plus capable de répondre de façon adéquate à ses missions et objectifs. La représentation étudiante au sein des CROUS ne permet plus de pouvoir investir pleinement l'action étudiante en son sein. Une représentation étudiante à hauteur de 7 élus ne correspond pas au nombre d'étudiants que ces derniers représentent. Il est important que le réseau de la FAGE porte un message fort à destination du réseau des oeuvres. C'est pourquoi nous souhaitons le retour du paritarisme au sein des conseils d'administration du réseau des oeuvres. C'est la seule manière selon nous de revenir à une jeunesse actrice auprès de ses pairs mais surtout considérée comme telle.

Au delà du réseau des oeuvres, c'est le modèle de représentation étudiante en général qu'il faut revoir. En effet, nous sommes sur une période où le rythme des réformes laisse peu de temps aux établissements pour préparer leur mise en place. À l'heure où une réforme de la gouvernance des universités risque d'arriver très prochainement, notre modèle de représentation étudiante est en péril. Il est de notre devoir en tant qu'organisation étudiante de s'assurer de la stabilité de ce modèle dans un premier temps. Cette mise en péril est dû à un projet de réforme par ordonnance visant à construire un modèle universitaire à échelle européenne avec une transformation des Unités de Formations et de Recherche pilotées par un pôle formation central au travers de la commission de formation et de la vie universitaire à un modèle construit autour d'institut universitaire coordonné autour des collegiums. Il est important qu'au travers de cette réforme le poids de la représentation étudiante ne soit pas mis en péril. Au delà de cette mise en péril, il est important de se saisir de cette temporalité afin de réaffirmer notre volonté de mettre les étudiants au coeur des décisions prises dans leur formation. De ce fait, nous souhaitons étendre les pouvoirs des CFVU au sein des établissements en augmentant son pouvoir décisionnaire. En effet, le Conseil d'Administration a encore un pouvoir décisionnaire trop important vis à vis des décisions prises au sein de la CFVU. Le peu de place laissée à la représentation étudiante au sein du CA ne va pas dans le sens d'une représentation centrée sur les usagers du service public d'enseignement supérieur.

L'accompagnement autour de ces réformes demandera un réel suivi de la part des fédérations pour s'assurer que chaque université place l'étudiant au centre de son processus démocratique.

UNE FORCE CONSULTÉE SUR LES QUESTIONS RELATIVES À LA JEUNESSE

Les constats au niveau de la représentativité des jeunes au sein des instances publiques et de leur attrait pour la vie de la cité sont inquiétants. À ces constats s'ajoute le fait que le gouvernement a décidé de supprimer l'organe ministériel en charge de la jeunesse, ne permettant plus d'avoir un interlocuteur privilégié au niveau national, mettant ainsi ces questions au dernier plan de ses priorités. Au vu de ces éléments, il est important de mettre en place des actions concrètes tant au niveau des organes représentatifs nationaux que régionaux. Dans un premier temps, une analyse sera faite au niveau des actions portées par les fédérations territoriales au sein des différentes instances de jeunesse. Cette analyse permettra un accompagnement précis des fédérations afin de développer une action en terme de politique jeunesse correspondant aux besoins mais surtout au rythme des différentes fédérations. Il nous semble important que chacun se saisisse de l'enjeu de développement de la politique jeunesse des différentes fédérations, que ce soit à court, moyen ou long terme. Cet accompagnement se fera à différents niveaux; de l'obtention de l'agrément jeunesse éducation populaire; auprès des vice-présidents en charge de la jeunesse afin de créer des contacts au sein des différents organes (les CRAJEPs, les missions locales, les réseaux d'informations jeunesse, etc...). Au niveau de l'accompagnement des fédérations de filières, certaines d'entre elles sont déjà membres de certaines commissions au CNAJEP, nous mettrons donc en place une action coordonnée avec le Vice-Président en charge de la Jeunesse, membre du comité exécutif et d'animation (CEA) afin d'avoir une réponse collective à nos enjeux organisationnels.

Nous allons tenter de recentrer la base de la formation sur la politique jeunesse autour de l'intérêt des fédérations de développer des actions dans ce domaine mais surtout de les aider à mettre en place une compréhension globale des associations de s'investir pleinement sur cette question afin de répondre au mieux à nos prérogatives de 1ère organisation représentative des jeunes. En effet, l'intégration de ces différents réseaux n'est pas une fin en soit. Notre présence ne doit pas uniquement servir une cause politique mais un militantisme de service et d'action pour les jeunes d'aujourd'hui et de demain à l'heure où la cadence des réformes s'intensifie.

L'action du bureau national de la FAGE en la question, notamment du fait de la suppression d'un ministère ddié





à la jeunesse ne sera qu'une coquille vide sans une action coordonnée sur les territoires. Ainsi, nous pourrions faire de l'action territoriale un fer de lance de notre politique jeunesse au niveau national permettant de montrer la force du maillage composant le réseau de la FAGE.

Au-delà de l'action du réseau, il est important de pousser le gouvernement à remettre la jeunesse au centre de la société. La FAGE a toujours défendu que l'investissement sur les politiques jeunesse était un investissement pour l'avenir de la société. Lors du dernier quinquennat, dans le cadre du plan Priorité Jeunesse mené par François Hollande, a été mis en place la Clause Impact Jeunesse (CIJ). Cette décision devait permettre d'adosser à chaque projet de loi proposé au sein des chambres parlementaires une évaluation des conséquences de ladite loi sur la situation des jeunes. Force est de constater que cette disposition était plus un effet d'annonce qu'une réelle volonté gouvernementale. L'heure va être à l'évaluation de l'effectivité de cette disposition et ainsi de rappeler au gouvernement les engagements passés. L'objectif étant de transposer la circulaire portant cette disposition en un acte législatif plus ferme. C'est donc bien la globalité de notre action qui nous permettra d'être identifié comme un réel acteur de la jeunesse sur l'ensemble du territoire par les pouvoirs publics.

EN BREF

- Impliquer les jeunes dans la vie de la cité
- Créer un plan d'action avec l'ensemble des fédérations afin de s'impliquer de manière cohérente dans les différentes instances de jeunesse
- Renforcer le cadre législatif sur la clause impact jeunesse
- Revendiquer le paritarisme dans les conseils d'administration des CROUS ainsi qu'un meilleur respect des avis de la CFVU

Une jeunesse qui s'entraide

POUR QUE CHAQUE JEUNE PUISSE AVOIR ACCÈS AUX ÉTUDES DE SON CHOIX

Si la FAGE s'est toujours démarquée par son approche pragmatique et ses projets innovants, ce n'est que depuis deux ans qu'elle a su véritablement s'employer à une défense individuelle et spécifique de chaque étudiant.

En effet, si nous sommes parvenus à obtenir la promesse du gouvernement quant à l'accès de chaque nouveau bachelier à l'enseignement supérieur, le travail

n'était pas moins de veiller à ce que cette promesse soit respectée. Et c'est tout l'enjeu de ce travail; dépasser le cadre institutionnel et législatif pour veiller à ce que les textes soient à l'image de la réalité du terrain.

La mise en place de la plateforme Parcoursup et du droit à la poursuite d'étude en Master sont et resteront des campagnes essentielles pour la FAGE, tant par son ambition de faire respecter les droits des étudiants, que par son accompagnement individuel et personnalisé de chaque étudiant ayant besoin de faire valoir ses droits. Néanmoins, s'il est vrai qu'un étudiant peut rapidement se retrouver noyé dans l'ensemble de ses droits et de ces procédures, faut-il encore qu'il puisse rapidement et efficacement retrouver son interlocuteur pour y répondre.

UNE IMPLICATION COLLECTIVE POUR UNE FAGE IDENTIFIÉE COMME RÉFÉRENCE EN MATIÈRE DE DÉFENSE DES DROITS

Bien que le bureau national ait amorcé un travail conséquent dans l'accompagnement et la défense individuelle de chaque étudiant, ce travail ne pourra aboutir à une véritable identification de la FAGE comme actrice de défense seulement lorsque que son réseau aura pu s'imprégner pleinement de ce travail et s'en approprier. C'est par un travail collectif que nous parviendrons à devenir visibles auprès de tous les étudiants, sur le plan national, comme sur le plan local. Pour cela, le bureau de la FAGE se doit de travailler et de former son réseau mais aussi de l'impliquer dans la construction de nouveaux projets et actions.

Il a été remarqué que le réseau a eu du mal à se saisir de cette thématique et il est du rôle du bureau d'accompagner davantage son réseau dans l'appropriation de celle-ci. Il ne s'agit plus seulement de tracer les grandes lignes de ce projet et de laisser les associations s'en saisir, mais bel et bien se déplacer dans chacune des associations souhaitant s'ouvrir à cette initiative et lui permettre de s'y épanouir. L'objectif ne sera pas seulement d'apporter un bagage d'informations vulgarisées, mais de créer les processus de défense des droits adaptés à chaque association, en pensant la collaboration avec les associations en double maillage.

S'il est vrai que la formation sur la défense des droits se démocratise de plus en plus au sein des fédérations et dans leurs associations, il nous faut maintenant la faire grandir tout en conservant sa base pour pouvoir maintenir une formation progressive et accessible à tout niveau et répondant aux nouvelles attentes. Notre ambition est de pouvoir, à terme, mettre en place le Séminaire Nationale de la Défense des Droits (SNDD) afin d'aller plus loin dans la logique de formation à l'instar du SNEE.

Un réseau qui parvient à s'approprier ce projet doit pouvoir être mis à l'honneur afin d'inspirer les autres et mu-

tualiser les idées. À l'instar de ce qui est fait lors de la Project'fair, ce genre d'actions doivent y être davantage représentées pour permettre une meilleure diffusion et appropriation de la défense des droits.

Bien qu'il s'agit d'une tâche d'ampleur, il ne s'agit en vérité que d'un travail préambulaire pour aboutir à une finalité symbolique: Faire de la FAGE et son réseau les portails de défense de droits de jeunes. C'est à dire devenir les acteurs de première attention que les jeunes contacteront et que nous aiderons et accompagnerons.

SE DONNER LES MOYENS D'AGIR ET DE SE POSITIONNER CONTRE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATIONS

Jusqu'à aujourd'hui, la FAGE a su se rapprocher d'un certain nombre de partenaires sensibles à la question de la discrimination sous ses différentes formes mais aussi être à l'initiative de projets innovants tel que le dispositif "Trusted People". Maintenant, il nous faut faire la transformation qui permettra à la FAGE d'aller plus loin dans son engagement. Pour se faire, il sera nécessaire que celle-ci se nourrisse d'un nouveau corpus de positions qui permettra d'amener une logique dans la construction de nouveaux objets. Parce qu'il est essentiel que ses nouvelles positions puissent être concrétisées par la création de nouvelles campagnes de défense des droits.

Ces campagnes devront nous permettre de re-questionner notre manière de communiquer et d'agir. Il ne s'agit plus d'agir sur une population cible et clairement identifiée mais il s'agit d'atteindre une population silencieuse, réduite au silence du fait d'un contexte social et des pressions psychologiques. Il est de notre devoir de travailler à délier les langues, et permettre à chaque étudiant d'être accompagné et de s'exprimer. L'objectif est aussi de sensibiliser la population ignorante de la gravité de ce fléau, cette double de compétences nous obligera à apprendre à adapter notre démarche afin qu'elles puissent être acceptées par les uns et comprises par les autres. C'est par un travail conjoint avec l'ensemble du réseau de la FAGE, l'ensemble des acteurs de lutte contre les discriminations et les services universitaires que nous parviendrons à créer une communication et des actions efficaces et accessibles à tous et à toutes les échelles du territoire.

EN BREF

- Renforcer notre action d'accompagnement individuel des étudiants
- Accompagner les fédérations et les associations sur la mise en place de processus de défense des droits adaptés
- Création de nouvelles campagnes de lutte contre les discriminations
- Créer plus de lien avec les nombreux acteurs de la société civile sur la question de la promotion et de la défense des droits

